

MÉDIACRITIQUES

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

RÉFORME DES RETRAITES VIOLENCES MÉDIATIQUES



À LA UNE DU PARISIEN

VIVE LA RÉFORME! À BAS LA GRÈVE!

PORTE DE LA CHAPELLE
Une première vague de migrants évacués à l'aube

Le Parisien

75

REGIMES SPECIAUX
«Je ne transigerai pas sur l'objectif»

Comment acheter des actions de la FIU
Marianne qui dirait
Les parents, premiers remparts face au harcèlement scolaire
Catherine Denève hospitalisée
CORSICO
Le futur business des collectivités de l'île

Le Parisien DIMANCHE

À Sète, dans l'atelier du peintre Pierre Soulages

La France dans un groupe redoutable

9 milliards LE VRAI CÔUT DES RÉGIMES SPÉCIAUX

Le vrai coût des régimes spéciaux
Le vrai coût des régimes spéciaux
Le vrai coût des régimes spéciaux

Le Parisien DIMANCHE

Bernard Pivet, sage comme un livre

Sur courant alternatif, Neymar sauve le PSG

EMMANUEL MACRON PEUT-IL ENCORE RÉFORMER ?

Éditorial
Éditorial
Éditorial

MUNICIPALES
Mazetier, ex-adjointe de Delanoë, derrière Griveaux

Le Parisien

75

GRÈVE LA GRANDE DÉBROUILLE

On se retrouve à la fin de la semaine à la lecture
C'est bon, je peux faire un rétroviseur
Toujours pas de bail, le pour me prêter son vélo ? Ou, j'en achète un...
C'est la peine, c'est la peine, comment faire

Black-boss et ultra-jaunes se préparent dans l'attente de la rentrée
Paul de Kéroux : L'usine Libby?
Météo : Météo France n'a pas examiné pour fraude l'état de l'atmosphère
Carré : revient dans le match en Ligue 1

Argent
Où est le problème en matière de paye manquée cette fois-ci ?

MUNICIPALES
Ian Brossat et le PCF s'allient à Anne Hidalgo

Le Parisien

75

GRÈVE DES TRANSPORTS LA FRANCE FATIGUE

Grève des transports : la France fatiguée
Prévoir des itinéraires de plus en plus vite
PRIX GONCOURT 2019

STATIONNEMENT
Les premières stations de trottinettes installées à Paris

Le Parisien

75

Père Noël, ON VEUT DES TRAINS...

Les trois favoris pour Miss France
Abdennour Fehouat, un président déjà contesté par la rue
Ce général qui va tenter le grand saut
Emmanuel à Dubai pour une question électorale
Laurier Blanc : son acte à l'Assemblée

Le Parisien DIMANCHE

La grande enquête
EXTRACTIF DINAIRE

Edouard Philippe «J'ASSUME DE DIRE LA VÉRITÉ»

FACE AUX LECTEURS
Edouard Philippe, ministre de l'Économie, du Développement et des Intérieurs, a répondu à nos questions. Il a répondu à nos questions. Il a répondu à nos questions.

Chantage au porno : le hackeur obéit des millions de Français

Au pied de la plus haute vague du monde

MUNICIPALES
David Belliard propose une coalition à Cédric Villani

Le Parisien

75

LE CÔUT DE LA GRÈVE

Entre le Medef et UDR, la tension monte
C'est de la folie
Risque de grèves, le risque d'argent

La France et avec un nouvel équilibre
L'investissement des banques parisiennes de la région

MUNICIPALES
Villani dit oui à une alliance avec Belliard

Le Parisien

75

REFORME DES RETRAITES COMMENT PHILIPPE FAIT BOUGER LES LIGNES

Philippe
Philippe
Philippe

HOTEL DE MATIGNON

Le Parisien DIMANCHE

La vidéo d'un viol collant à Tulle, Snapchat et Twitter au banc des accusés

Remboursement des billets SNCF : pas si simple

La tempête Fabien submerge la Corse

MACRON RENONCE À SA RETRAITE DE PRÉSIDENT!

Macron
Macron
Macron

Le Parisien

Nicolas a découvert son grand-père par hasard

PSG Des supporters tout autour de la planète

NOËL CHAMBOULÉ LA FÊTE QUAND MÊME

De plus en plus de Noël en fin de semaine
La fête quand même
La fête quand même

ENQUÊTE
Pourquoi les États-Unis financent les banlieues

Le Parisien

75

REFORME DES RETRAITES CES AGENTS QUI NE FONT PAS GRÈVE

«J'adore ma vie... mais elle est ordinaire à mourir»
Camille Combal

Santé
Le calendrier des bonnes associations à prendre

NOTRE-DAME DE PARIS
A 75 m de hauteur, deux grutiers à la manœuvre

Le Parisien

75

EXTRACTIF DINAIRE

REFORME DES RETRAITES L'HEURE DU COMPROMIS ?

Le calendrier des bonnes associations à prendre

GARE DU NORD
La Ville dégage ses experts contre le projet d'extension

Le Parisien

75

GRÈVES LA FRANCE COUPEE EN DEUX

Musique
Le retour de Météo France
Le retour de Météo France

Argent
Notre grand conseil des Français

PARIS XI
Grâce à l'appui Saury Life, il réanime un bébé de six mois

Le Parisien

75

REFORME DES RETRAITES LA GRÈVE VUE PAR LES ÉTRANGERS

Le marché des huîtres malades de la grippe
Le marché des huîtres malades de la grippe

Conso
Falloit-il qu'on se fasse du bien ?

MUNICIPALES 2020
Marléne Schiappa candidate dans le XII^e arrondissement

Le Parisien

75

REFORME DES RETRAITES C'EST PAR OÙ LA SORTIE ?

Le calendrier des bonnes associations à prendre

PRIX BD
Frac, art et

« Les cheminots et les agents de la RATP annoncent la France pour la pressurer davantage », s'alarmait Franz-Olivier Giesbert dans le *Figaro* du 4 décembre... 1995. Vingt-quatre ans plus tard, alors que la grève fait rage contre le projet de réforme des retraites, l'orthodoxie médiatique n'a pas bougé d'un iota. Et l'on dirait même plus: les contre-réformes menées au cours des vingt dernières années ont été autant d'occasions, pour les tenants du système médiatique, d'affûter leurs harangues sur tous les tons et tous les canaux.

Ainsi, depuis le 5 décembre, éditorialistes, rédacteurs en chef et autres éminences médiatiques s'engagent à corps perdu pour défendre ce que l'économiste Élie Cohen dépeint comme « la mère de toutes les réformes, celle qui devait concilier justice sociale, lisibilité et prévisibilité ». (29 nov.) Le (petit) périmètre du débat est balisé: la réforme est inéluctable, d'ailleurs elle est excellente (p. 3); les « galères » d'usagers écrasent la couverture des grèves (p. 41), en particulier dans les JT devenus, au choix, succursales de Bison futé, ou cellules de crise pour entreprises en péril (p. 13); les violences médiatiques se multiplient à l'encontre des grévistes en général, et de la CGT en particulier. Si les chaînes d'information en continu se mobilisent (p. 25), les radios privées sont en tête de cortège (p. 31); la grande presse, quant à elle, veille au bon déroulé du « dialogue social », et prodigue au prince divers conseils pour que cessent les « blocages » (p. 21), les yeux rivés sur les sondages et « l'essoufflement » tant attendu! Et qu'importe si les oracles de comptoir sont contredits d'une heure sur l'autre: proportionnelle au niveau d'indigence, l'immunité journalistique permet à la fleur de l'éditocratie de se maintenir en poste (p. 19). De même, cet univers orwellien autorise la libre circulation des mantras les plus mensongers – « les

femmes seront les grandes gagnantes », par exemple – au mépris de toute contradiction sérieuse (p. 38).

Obsédé par la « sortie de crise », le journalisme de commentaire voudrait baliser les termes du conflit, agitant certains enjeux comme le retrait de l'âge pivot (dont dépendrait le « dénouement » final) ou la suppression des « régimes spéciaux », jugée légitime et nécessaire (p. 17). Calqués sur l'agenda gouvernemental, ces choix éditoriaux dénotent un sursisme zélé de la part des grands médias qui, dans le cas de France 2, confine à la propagande (p. 9). Mais ils constituent surtout des déformations en chaîne des réalités sociales: les médias sont plus occupés à faire rentrer la mobilisation dans des cases préétablies qu'à la donner à voir dans sa diversité. Ainsi la vie des grévistes et les multiples actions – rivalisant de créativité – qu'ils entreprennent échappent-elles presque intégralement aux radars médiatiques.

C'est bien là la moindre des règles du journalisme dominant: hors des chemins balisés, point de salut! D'un revers de main, les propositions visant à améliorer le système de retraites actuel sont écartées au prétexte qu'aucune ne serait « réaliste ». Idem pour les actions jugées « illégitimes » ou les démarches syndicales refusant le jeu en trompe-l'œil de la « concertation ». Au cours de leurs interviews-interrogatoires, les chiens de garde ne cessent de rappeler aux opposants ce périmètre étriqué de la contestation légitime et bienséante.

Bref: cette séquence révèle une nouvelle fois le rôle politique des grands médias en temps de crise. Par leurs partis pris systématiques et leur traitement amputé de l'information, ils se font promoteurs de la démobilisation sociale et gardiens de l'ordre dominant. Et posent, à ce titre, un problème démocratique majeur. ■

ours

Médiacritiques

Revue trimestrielle d'Acrimed

Acrimed

39, rue du Faubourg-Saint-Martin
75010 Paris

Directeur de la publication

Mathias Reymond

Secrétaires de rédaction

Frédéric Lemaire et Pauline Perrenot

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagé collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

Ont collaboré à ce numéro

Vivien Brunel, Jérémie Fabre, Maxime Friot, Arnaud Gallière, Adrien Labbe, Frédéric Lemaire, Blaise Magnin, Henri Maler, Philippe Merlant, Florent Michaux, Olivier Moreau, Antonin Padovani, Denis Perais, Jean Pérès, Pauline Perrenot, Mathias Reymond, Thibault Roques, Kahina Seghir

Illustration de Une

Faujour

Dessins

Colloghan

Conception graphique

Adrien Labbe

Mise en page

Olivier Poche

Typographies

Audimat 3000, Bely, Giorgio, Minimum

Achévé d'imprimer en janvier 2020 par Corlet Imprimeur

14110 Condé-en-Normandie

n° d'imprimeur: 19090500

Imprimé en France

Dépôt légal: janvier 2020

Commission paritaire: 1223 G 91177

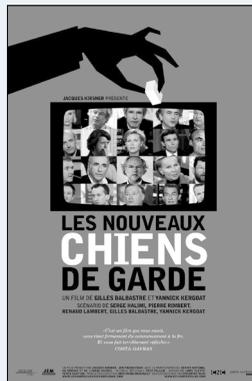
ISSN: 2256-8271



IMPRIMERIE

MÉDIA(BOU)TIQUE

Née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes, notre association, pour remplir les fonctions d'un observatoire des médias, s'est constituée comme une association-carrefour. Elle réunit des journalistes et salariés des médias, des chercheurs et universitaires, des acteurs du mouvement social et des « usagers » des médias. Elle cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante. Acrimed est présente sur de nombreux fronts. Pour contester, mobiliser, porter des alternatives. Et dans ce combat inégal face aux tenants de l'ordre médiatique, nous avons besoin de vous!



**S'ABONNER
ADHÉRER
EN LIGNE**
boutique.acrimed.org

► **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de€

► **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

Cotisation de base: **40 €**

Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**

Revenus > 2000€ mensuels: **70 €**

Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

► **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritiques* à partir du n°€

Tarif adhérent: **10 €**

Tarif normal: **20 €**

Union européenne et Suisse: **25 €**

Reste du monde: **32 €**

► **Je commande**

Le DVD des «Nouveaux Chiens de garde»: **18,40€**

Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **12,50 €**

Le livre *«Au nom de la démocratie votez bien!»*, aux éditions Agone: **15 €**

Nom: Prénom:

Adresse:

Code postal: Ville:

Courriel:

Signature:

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre, et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'«**Action-Critique-Médias**», à l'adresse suivante: Acrimed – 39, rue du Faubourg-Saint-Martin – 75010 Paris
Tél.: 09 52 86 52 91 – Courriel: info@acrimed.org

LES ÉDITORIALISTES SUR LE PIED DE GUERRE

Depuis l'annonce du projet de réforme des retraites par le gouvernement, et celle de la grève du 5 décembre en réponse, les éditorialistes sont sur le pied de guerre. « Prise en otage » des usagers par les grévistes, *versus* réforme « bonne et nécessaire »: voyage en terrain médiatique connu, morgue et mépris garantis.

UNE RÉFORME BONNE, NÉCESSAIRE ET INÉLUCTABLE

Depuis septembre, les éditorialistes préparent le terrain. « Bonne et nécessaire » pour Nicolas Bouzou (LCI, 16 sept.), « la plus nécessaire et la plus symbolique du quinquennat » pour Alain Duhamel (RTL, 13 sept.), la réforme des retraites est inévitable pour Christophe Barbier: « Si on ne fait pas la réforme des retraites, on ne fait plus de réforme. Il n'y a plus de réformisme. S'il n'y a plus de réformisme, il n'y a plus de macronisme. On retombe dans l'immobilisme et alors là, qu'est-ce qui peut rester dans le bilan du gouvernement? » (BFM-TV, 18 oct.) Une question à laquelle répondait LCI un mois plus tôt (13 et 17 sept.):



Sur la même chaîne, Luc Ferry était présent dès les premiers jours pour faire une pédagogie toute sienne: « Il faut un QI de bulot pour ne pas comprendre qu'on est obligé d'augmenter la durée de cotisation! » (LCI, 3 sept.)

Un premier aperçu du pluralisme à l'œuvre dans les grands médias, que confirment les positions éditoriales de trois principaux quotidiens du pays: « La réforme envisagée par Emmanuel Macron est particulièrement ambitieuse. S'il parvient à ses fins sans transiger, il aura réussi un tour de force. On lui pardonnera alors volontiers sa course d'escargot. » (*Le Figaro*, 4 sept.) Une ligne que le quotidien, reconverti en conseiller du prince, ne cessera de marteler à longueur d'éditos: « Le gouvernement réussira à mener à bien sa réforme des retraites s'il parvient à convaincre les Français qu'elle est juste. Et cela ne devrait pas être trop difficile face aux agents publics défendant bec et ongles leurs régimes spéciaux. » (31 oct.) Un rôle également endossé par l'éditorialiste du *Parisien*, Pierre Chausse, qui pense même à plus long terme: « Mener à terme cette réforme viendrait légitimer un peu plus une candidature pour un second mandat à l'Élysée. Pour cela, il faudra surmonter sans trembler la contestation qui s'annonce. » (7 nov.)

Accompagnateur des contre-réformes structurelles depuis des décennies, *Le Monde*, enfin, veut lui aussi raisonner ses lecteurs en présentant le plan gouvernemental comme « transparent et équitable » : « Sur le papier, le projet se défend. La réforme des retraites, décrite par Emmanuel Macron comme “un vrai projet d’émancipation”, est cohérente. » (4 nov.)

Message reçu ? Sur Canal+ (19 nov.), Yves Calvi veut s’en assurer :

Et l’éditocrate tient à frapper tous les esprits de



bulots : « On n’y coupera pas. Soit on travaille plus, soit on cotise plus. Très honnêtement, ce n’est pas une découverte et il n’y a qu’en France que des débats pareils s’éternisent. » Un martelage qui ne s’arrête pas là : au diapason, les deux invités – respectivement ancien rapporteur de la Cour des comptes et journaliste à *L’Opinion* – sont formels :

— François Ecalle : *Il n’y a pas 36000 solutions, de toute façon, à plus ou moins long terme, pas forcément en 2025 d’ailleurs, mais en 2035, il faudra inciter les Français à partir plus tard à la retraite.*

— Raphaël Legendre : *On en revient au même point, il faudra très certainement travailler plus longtemps.*

Mais Yves Calvi tient à enfoncer le clou du « non choix » pour les téléspectateurs qui auraient encore un doute :

— Yves Calvi : *Pourquoi fait-on semblant qu’il y a des choix à faire puisqu’en fait, il n’y en a pas ?*

— François Ecalle : *Tous les Français n’en sont pas convaincus. La pédagogie, c’est l’art de la répétition, ou l’inverse, et donc il n’est pas anormal que régulièrement on remette les choses sur la table et qu’on rappelle qu’en effet, il y a des contraintes démographiques, qu’on ne peut pas augmenter les cotisations sur les entreprises ou les salariés indéfiniment, et donc que si on ne veut pas trop réduire les pensions – elles vont, elles risquent de diminuer dans les années à venir – eh bien, il faut [...] inciter les gens à partir plus tard.*

Une pédagogie à laquelle s’attelle également Dominique Seux, que ce soit dans *Les Échos*, à l’antenne de France Inter, ou en tant qu’invité perma-

“Pourquoi fait-on semblant qu’il y a des choix à faire puisqu’en fait, il n’y en a pas ?” (Yves Calvi)

nent sur LCI : « Le sujet qui est sur la table, principalement, c’est de mettre un système qui soit plus équitable. Il ne faut pas sortir de cette idée me semble-t-il. » (LCI, 13 sept.) Même son de cloche chez Europe 1, presque deux mois plus tard : « Cette fois les Français savent que le système de retraite doit absolument être réformé. La prise de conscience est faite. » (Nicolas Beytout, 25 nov.) Mais les meilleurs perroquets sont sans doute à chercher du côté de

TF1, par la voix, par exemple, de François Lenglet : « Le projet actuel du gouvernement vise à diminuer les inégalités, c’est-à-dire à prendre aux uns, les régimes spéciaux par exemple, les carrières ascendantes, pour donner aux autres, les carrières à trous. Objectif louable, mais la menace, elle est tout autre, c’est le déficit. Déficit qui ne peut se résorber qu’en travaillant plus longtemps. » (TF1, 18 nov.)

Ou bien du côté des oracles de BFM-TV, où l’éditorialiste économique Nicolas Doze déclare que les jeux sont faits : « Dans tous les cas, ça ne nous exonère pas d’imaginer qu’il va falloir tous travailler plus, peut-être tous cotiser plus ou voire tous collectivement toucher moins de pensions de retraites, et peut-être même faire un peu un mix des trois. » (17 oct.)

Un cocktail particulièrement enthousiasmant donc, mis en œuvre par un haut-commissaire dont Christophe Barbier a déjà écrit la geste :



Une fois établie la nécessité de la réforme, la question va porter, parmi les éditorialistes, sur la capacité d’Emmanuel Macron à la mettre en œuvre. Ainsi que le résume *L’Opinion* (19 nov.) : « Commandé par Matignon, le rapport du Conseil d’orientation des retraites confirme que le système est dans le rouge, et propose des solutions pour y remédier. Le gouvernement osera-t-il les mettre en place, alors que la grogne sociale est à son comble ? »

L'ABOLITION DES « PRIVILÈGES »

Le souci de l'égalité chevillé au corps, les éditorialistes s'attaquent ainsi aux injustices de notre temps et ne manquent pas de tomber à bras raccourcis sur ceux qui s'opposent à leur combat. « Emmanuel Macron veut mettre sur pied un système clair, simple et équitable », nous dit Alain Duhamel (RTL, 13 sept.). « Réforme au nom de la justice d'un côté, maintien de régimes injustes de l'autre », résume Nicolas Beytout (Europe 1, 25 nov.).

C'est bien sûr sans compter sur « ces syndicats arc-boutés sur leurs privilèges » (Yaël Gooss, résumant avec ses mots le point de vue du gouvernement, France 5, 23 nov.), qui risquent de faire en sorte que « les régimes [deviennent] non plus spéciaux mais super-spéciaux. Pour une réforme qui voulait établir l'égalité entre les Français, ça serait évidemment regrettable », lance François Lenglet (RTL, 17 oct.) – avant de fixer la ligne: « La reculade, ça serait de différer la mise en œuvre de la réforme au moins pour les plus hostiles que sont les salariés des régimes spéciaux. »

Ce que craignait également Alain Duhamel début septembre: « Chaque profession va regarder devant sa porte et se demander, non pas si cette réforme est bonne pour la France, mais si elle est bonne pour elle. » (RTL, 13 sept.) Suivi, plus d'un mois plus tard, par Hervé Gattegno: « La position de la CGT est plus claire, du moins à condition de parler de clarté pour un syndicat de gauche qui refuse de toucher à un système qui défavorise les femmes et ceux qui ont les métiers les plus pénibles. » (Europe 1, 24 nov.)

Quand bien même la réforme concerne l'ensemble des salariés, les « régimes spéciaux » sont ainsi dans le viseur des éditocrates, en écho aux stratégies de communication du gouvernement. Ainsi de Jean-Michel Apathie, qui « décryptait » la bonne parole le 26 novembre sur LCI: « Mardi dernier, Emmanuel Macron a réuni plusieurs ministres en leur disant: "Il faut cogner sur les grévistes." Et voilà, il faut cogner sur les grévistes parce que ce sont des égoïstes. [...] Stop aux égoïsmes, c'est la ligne de conduite du discours qu'adopte le gouvernement. [Et ça peut payer ce discours?] Eh ben on ne sait pas! On voit bien qu'il y a du potentiel: signaler aux salariés du secteur privé, aux retraités actuels, aux salariés de l'administration en général – parce que tout le monde n'a pas les avantages de la SNCF – que finalement cette grève, c'est fait pour quelques-uns et pas pour tous, on se dit, il y a du potentiel. [...] Il faut toujours garder la confiance. »

Les éditocrates le crient haut et fort: solidarité! Solidarité avec « les braves pigeons des salariés du privé [qui] passeraient à la moulinette n'ayant pas la capacité

PROGRAMMES TV DE PÉRIODE DE FÊTES



de bloquer le pays » (François Lenglet, RTL, 17 oct.)! Solidarité avec « ceux qui vont payer les pots cassés de la grève, qui vont être pris en otage par la SNCF ou la RATP » (Nicolas Beytout, Europe 1, 25 nov.)! Solidarité également de la part de Léa Salamé, qui tient à avertir Jean-Paul Delevoye dès le 13 septembre: « Pourquoi encore discuter et ne rien faire jusqu'en 2025? Le Premier ministre avait l'air de dire que la réforme entrerait en vigueur si tout le monde a signé, est-ce que vous ne prenez pas le risque d'être l'otage des régimes spéciaux? »

Ce que résumait déjà *Le Figaro* la veille: « [Il faudra] une position de fermeté à l'égard des régimes spéciaux, qui sapent l'ensemble de notre système de retraites et que plus rien ne justifie. Toute concession sur ce front rendrait profondément inéquitable, donc inacceptable, l'ensemble de la réforme. » (Gaëtan de Capèle, 12 sept.)

Ou Pascal Perri, quatre jours plus tard: « Le contrat [des régimes spéciaux] doit être revu, réinterrogé. [...] C'est un luxe qu'on ne peut plus s'offrir. C'est un luxe qui est payé par tous les autres. J'appelle à refonder le contrat social. [...] À défaut, on restera dans un système qui marche de façon très inégale où les uns financent les avantages des autres. » (LCI, 17 sept.)

**LES MÉDIAS DONNENT AUSSI LA PAROLE
AUX OPPOSANTS À LA RÉFORME**

**ALORS, PAS TROP GALÈRE
DE VENIR EN MANIF AVEC
LES GRÈVES DE TRANSPORTS ?**



Et les éditorialistes de se rassurer, décrétant que les cheminots et les salariés de la RATP sont universellement détestés :

- *Le temps n'est plus où les Français étaient solidaires des cheminots, ils ont ouvert les yeux sur un système qui n'est plus supportable pour nos finances publiques.* (Guillaume Roquette, *Le Figaro Magazine*, 31 oct.)
- *[Les salariés de la RATP] veulent défendre leurs régimes spéciaux. Je pense que beaucoup de Français ne seront pas d'accord avec eux.* (Bruno Jeudy, BFM-TV, 12 sept.)
- *Si on dit la vérité, la grève ne sera peut-être pas très populaire. [Les employés de la RATP] partent avec une retraite 24 % supérieure aux autres salariés du transport dans le privé; ils partent avec 88 % de leur dernier salaire, c'est 50 % pour les agents du transport privé, voyez que l'écart est énorme.* (Christophe Barbier, BFM-TV, 13 sept.)

Un Christophe Barbier au sommet de sa forme au lendemain des premières grèves à la RATP, lui qui ne craint jamais de déverser sa morgue et son mépris.

Sur ce terrain, il est cependant concurrencé par l'illustre Gaëtan de Capèle (*Le Figaro*, 12 sept.): « *En France, même armé du manuel de cålinothérapie le plus sophistiqué, on ne touche pas aux "avantages acquis" sans faire de grabuge. Qu'ils aient été institués au temps de la machine à vapeur et soient devenus parfaitement saugrenus au XXI^e siècle importe peu. Envisage-t-on de demander aux agents de la RATP de travailler au-delà de... 55 ans? Les Franciliens [...] en sont quittes pour une paralysie des transports publics ce vendredi.* »

Haro, donc, sur « *les employés de la SNCF qui pourrissent la vie de millions de Français* » (Guillaume Roquette, *Le Figaro Magazine*, 31 oct.)! Haro sur les syndicats, qui « *revendiquent faire grève pour l'ensemble des Français. C'est faux, ils font grève parce qu'ils ont des régimes spéciaux qui sont exceptionnellement avantageux, payés en partie par les contribuables.* » (Alain Duhamel, RTL, 13 sept.) Haro, tant qu'on y est, sur cette société au « *QI de bulot* », qui, ne comprend rien à rien, hormis la grogne et la castagne: « *Quand on dit: "On va tout mettre à plat et refaire la justice", là, tout explose. Je pense que pour s'en sortir, il faudrait être dans une société de consensus [...] et nous sommes aujourd'hui dans une société de conflits, où tout le monde dit: "Non, ça ne se fera pas!"* » (François de Closets, LCI, 13 sept.)

Un matraquage qui ne saurait faire oublier, toutefois, la panique qui gagne tous ces haut-gradés de « l'information ». Après avoir pesté contre les hésitations du gouvernement au sujet de la réforme, c'est l'angoisse qui saisit Nicolas Doze devant la mobilisation qui s'annonce: « *On est quand même devant la possibilité de se retrouver avec une grève générale, vous avez pas de train, pas de RER, pas de bus. L'arrêt du droit, l'arrêt des soins, plus d'école, hum... Là dans ces cas-là qu'est-ce qu'on fait, hein?* » (BFM-TV, 17 oct.)

Et ce n'était qu'un début... ■



ÉRIC NEUHOFF : ENTRE-SOI, MISOGYNIE ET MÉPRIS DE CLASSE



Sur le marché des intermédiaires culturels où la fausse monnaie chasse souvent la bonne, il est heureusement quelques figures rassurantes qui condensent toutes les vertus du métier : goût de l'entre-soi et du cumul, mépris de classe, misogynie et tartuferie.

Éric Neuhoff est de ceux-là. De l'aveu même de son collègue Bertrand de Saint-Vincent¹, le chroniqueur culturel du *Figaro* incarne à merveille le microcosme littéraire parisien : « *Il a deux amours : la littérature et le cinéma. [...] À cette liste, on peut ajouter la ville de Paris – ou, pour être plus précis, le périmètre compris entre les Invalides et le Quartier latin. [...] Il est rare de rencontrer quelqu'un qui vive, comme lui, dans un univers si concentré, homogène et cohérent à la fois. Après une projection de film le matin dans un cinéma du quartier de l'Odéon, il déjeune dans l'une de ses cantines autour de Saint-Germain-des-Prés, se plonge l'après-midi dans un roman américain, éventuellement anglais, et ressort dîner dans un restaurant chinois ou italien.* » Un train de vie épuisant pour celui qui déplore qu'à l'écran, les professeurs aient « *toujours l'air fatigué (grave incohérence : vous avez vu l'emploi du temps d'un universitaire ?).* »

Les (hauts) lieux apparentés aux prix glanés au fil des ans par notre auteur confirment une certaine appétence pour le chic parisien : prix Cazes à la brasserie Lipp et prix des Deux-Magots dans le café du même nom, tous deux situés dans le très roturier VI^e arrondissement. Le très populaire VIII^e arrondissement accueille quant à lui le prix Roger-Nimier (qui a les honneurs du Fouquet's) et le prix Interallié, remis au célèbre restaurant Lasserre dans le quartier des Champs-Élysées. Ajoutons qu'Éric Neuhoff est aussi récipiendaire du prix littéraire Prince-Pierre-de-Monaco qui ne dépare pas la liste précitée. Quant au prix Renaudot récemment reçu, il faut se souvenir qu'il compte Frédéric Beigbeder et Patrick Besson parmi ses membres, « néo-hussards » de ses amis avec qui il partagea jadis de folles soirées dans le cœur clinquant de la capitale. En toute subversion, bien entendu.

La présence dans ce même jury de Jérôme Garcin, animateur de l'émission dominicale « Le Masque et la Plume » – dans laquelle intervient notre journaliste/écrivain – donne un bon aperçu des complicités objectives à l'œuvre dans ce petit monde. En toute indépendance, évidemment.

Naguère membre de l'équipe du « Fou du roi », notre « sale gosse » de la littérature française a donc son rond de serviette dans l'émission culturelle phare de France Inter, « Le Masque et la Plume », qu'elle soit consacrée au cinéma ou à la littérature. Il nous gratifie aussi de ses chroniques dans *Service littéraire*, « mensuel consacré à la défense et l'illustration de la langue française » où siègent également... Bertrand de Saint-Vincent et... Jérôme Garcin. Non content de sa présence dans les journaux et à la radio, il aime aussi s'exhiber à la télévision dans l'émission de critique cinématographique « Le Cercle » animée un temps par... Frédéric Beigbeder. « *Je n'ai pas l'âme d'un propriétaire* », assure-t-il à qui veut l'entendre. Dans le landernau culturel parisien, en tout cas, abondance de fonctions ne nuit point. Et quand on aime la culture autant que lui, on ne compte manifestement pas.

Reste que la fréquentation intensive de cet univers germanopratin n'a, semble-t-il, pas rendu notre critique très sensible aux rugosités du monde social. À cet égard, le jugement livré sur France Inter le dimanche 1^{er} juin 2014 au sujet du film *Deux jours, une nuit* réalisé par les frères Dardenne, qui peint la lutte pour le

1. Selon Wikipédia, « Bertrand de Saint-Vincent tient depuis 2008 une chronique mondaine quotidienne dans *Le Figaro*, "Sur invitation". En juin 2011, il publie *Tout Paris*, adaptation de ses deux années de chroniques des salons, vernissages, cocktails littéraires et avant-premières de la capitale ». Le monde est décidément tout petit!

2. Ces propos, comme les suivants, sont tirés d'une interview pour le média en ligne Konbini en septembre 2019.

maintien dans son entreprise de Marion Cotillard, *alias* Sandra, relevait davantage du mépris de classe que de l'avis informé du critique: « *J'en ai pas aimé ce film non plus. J'en ai un peu marre des Dardenne. Qu'est-ce qu'ils vont nous faire la prochaine fois, la p'tite Ginette a perdu ses tickets-restaurant?* »

Nostalgie des restaurants gastronomiques, quand tu nous tiens... Ce mépris pour les précaires et les sans-grade s'étend à l'occasion aux fonctionnaires et plus généralement à tous ces ennuyeux qui n'ont pas le privilège d'évoluer dans le grand monde dans lequel notre plume acérée patauge depuis toujours. Jamais avaré d'un bon mot, il n'est pas plus indulgent à l'égard des femmes qu'à l'égard des pauvres ou de celles et ceux qui les incarnent à l'écran. Un rapide coup d'œil à sa (très – trop ?) longue bibliographie laisse entrevoir un traitement singulier des femmes et une constante hauteur de vue: *Les Hanches de Lætitia, La Petite Française, L'Amour sur un plateau (de cinéma)* ou encore le très réflexif *Mufle*, à quoi il faut ajouter *Champagne!*, *Dictionnaire chic du cinéma* suivi du *Dictionnaire chic de la littérature étrangère* et du non moins lucide *Deux ou trois leçons de snobisme*. À l'heure où une certaine frange du cinéma français – et mondial – se préoccupe du sort réservé aux femmes et aux plus démunis, il reste fort heureusement une bonne bourgeoisie culturelle qui campe solidement sur ses bases.

« *Cinéphile averti [...] (multipliant) les coups de gueule nostalgiques d'un vieil acariâtre* » (France Info, 7 nov. 2019), il ne manque pas d'égards pour

la gent féminine. En témoigne dans son dernier opus le sort réservé à Isabelle Huppert – et à Isabelle Adjani, entre beaucoup d'autres –, systématiquement ramenées à leurs qualités physiques. Ainsi qu'une vision toute personnelle du milieu du cinéma, certes un peu obsessionnelle, mais tellement en phase avec l'époque: « *C'est un acte d'amour, un film: c'est le metteur en scène qui est amoureux de l'actrice; c'est le producteur qui a envie de coucher avec la starlette... Ce sont toutes ces raisons un peu... nobles, finalement, qui permettent de produire de la beauté* ». » Et comme noblesse oblige (un peu)...

Son mérite, car il en a un, c'est sans doute de porter si haut l'art de l'aveuglement – ou de la tartuferie, c'est selon – muni d'une telle insouciance. Ainsi, dans sa charge contre le

cinéma français contemporain, il ne cesse de vitupérer contre un 7^e art sous perfusion gavé d'aides publiques: « *Comme les subventions, l'État, les régions et les télévisions le financent, on a l'impression que le cinéma est en pleine forme. Mais tout le monde sait très bien que c'est un leurre* », oubliant de préciser, au passage, que le journal qui l'emploie touche des aides qui avoisinent les 6 millions d'euros annuels.

Il ne craint pas non plus de s'insurger contre un milieu dont il regrette l'arrogance inouïe, plus porté sur son nombril doré que sur le monde extérieur, inconnu voire hostile: « *Le cinéma français tient à ses charentaises. C'est un cinéma qui claque des dents, qui n'ose pas mettre le nez dehors. Gonflés d'un féroce appétit de renommée, les metteurs en scène sont d'un fri-*

leux. Comment sauraient-ils parler des autres? Nulle modestie ne les habite. Ils n'ont jamais travaillé. Ils n'ont même pas fait de prison. Ils sont allés à l'école, n'en sont pas sortis. Ils viennent de la Femis, se donnent des airs d'Orson Welles, adoptant des discours à la Godard. Ce sont déjà des petits vieux. »

Peut-on rêver meilleure autoanalyse? Symbole des hauteurs béantes de tant de « *plumes acerbes et drolatiques* » qui sévissent dans la culture, nul doute qu'Éric Neuhoff plaidera une fois encore la haine de l'esprit de sérieux et de la bien-pensance. Celle-là même qui lui a déjà valu moult consécutions. Gageons qu'après le Grand Prix de l'Académie française et son récent Renaudot, le Goncourt est en vue. Oh les beaux jours pour le journalisme culturel... ■

LE MEURICE SEMBLE ÊTRE DEVENU UN ÎLOT DE RÉSISTANCE DANS UN MONDE ASSOMMÉ PAR L'ENNUI ET LA BIEN-PENSANCE



Éric Neuhoff (à g.), Patrick Besson et Frédéric Beigbeder au Bar 228.

134 / Le Figaro Magazine / 22 novembre 2019

QUATRE JOURS DE PROPAGANDE

Après une observation du JT de 20h de France 2 du 1^{er} au 4 décembre, le bilan est sévère pour le service public. Son traitement de la grève du 5 décembre, qui n'invite à aucune prudence langagière, se résume en un mot simple: la propagande.

Commençons par quelques chiffres: sur les quatre jours ayant précédé la journée de grève du 5 décembre, la rédaction du 20h a consacré 25 sujets à cette journée, pour un total de près de 52 minutes. Sur ces 25 sujets, seuls quatre sont « dédiés » réellement au fond de la réforme: deux sur les régimes spéciaux, un autre sur le montant des pensions et le quatrième, prétendant « suivre » un syndicaliste (nous y reviendrons). Syndicalistes qui sont, du reste, totalement marginalisés dans les différentes éditions, puisqu'ils ne s'expriment sur le « fond » du sujet que... 1 minute et 8 secondes au total¹!

Un « temps de parole », si on peut encore l'appeler ainsi, qui contraste avec celui accordé aux usagers, dirigeants d'entreprises, hôteliers, commerçants, cadres des hôpitaux interrogés sur l'organisation de leurs services, cadres de la SNCF, personnels non-grévistes de la RATP ou tout autre interlocuteur « impacté », que la rédaction a choisi de mettre au premier plan de ses reportages: 7 minutes et 38 secondes: soit **sept fois plus** que les syndicalistes.

Mais alors, de quoi France 2 a-t-elle bien pu parler? Eh bien, de ce dont ont parlé la plupart des confrères, comme nous l'avons noté dans le cas du *Journal du dimanche* et du *Parisien* (voir p. 21): du coût des régimes spéciaux, de l'organisation des usagers, de la galère à venir, du micmac des patrons d'entreprises et, bien sûr, des risques de « dérapages » en série²:

Retraites: Le coût des régimes spéciaux

Grève du 5 décembre: Les usagers s'organisent

Grève du 5 décembre: Les entreprises cherchent des solutions

Grève du 5 décembre: Jeudi noir dans les transports

Grève du 5 décembre: 20% des vols annulés

Grève en Île-de-France: Les cars Macron en renfort?

Grève des transports publics: Ruée sur les vélos

Écoles, collègues: Qui va garder les enfants?

Grève du 5 décembre: Un casse-tête pour les entreprises

Manifestation du 5 décembre: Les forces de l'ordre en alerte

Réforme: Qui touchera la retraite à 1000 €?

Grève des transports: La France à l'arrêt?

SNCF: Vers un jeudi noir

Dans ma rue: On se prépare à la grève

Grève des transports: Le système D des usagers

Grève: Le plan de bataille des hôpitaux

Manifestations: La crainte des commerçants

L'œil: Mon maire m'amène à la manifestation

Ce qui fait débat: Faut-il supprimer les régimes spéciaux?

Retraites: Des salariés inquiets par la réforme

Grève du 5 décembre: Des manifestations en toute sécurité?

Grève du 5 décembre: Écoles, entreprises: quelles obligations?

Grève du 5 décembre: La course aux hôtels

1. 12 secondes le 1^{er} décembre; rien le 2 décembre (un syndicaliste s'exprime, mais sur le rôle de son service d'ordre...); 9 secondes le 3 décembre (un syndicaliste intervient mais concernant la possibilité des cars Macron de circuler dans Paris...); 47 secondes le 4 décembre pour trois syndicalistes, dont deux micro-trottoirs: le troisième, CGT, « suivi » par la journaliste, dispose de 28 secondes de temps de parole dans le reportage.

2. Il ne manque à la liste exhaustive ci-contre que deux sujets: « Agenda du gouvernement » (1^{er} déc.) et, le 4 décembre, « L'histoire secrète », consacré à récolter les bruits de couloirs aux détours des cabinets ministériels pour jauger l'état d'esprit du gouvernement...

Arrêtons-nous sur quelques exemples (on vous épargne les multiples reportages annonceurs de « la galère »). En premier lieu, une enquête signée du communicant Laurent Delahousse, qui lui vaudra à coup sûr le prix Albert Londres. Après s'être demandé « *quelle sera la couleur du ciel sous le front social en fin de semaine? Tempête ou ouragan sur les retraites?* », le météorologue, maître-cireur mais également analyste sportif, se penche sur les « éléments de langage » du gouvernement. Analyse: « *Le gouvernement est réuni ce soir à Matignon afin de dresser la feuille de route des prochains jours, coordonner les éléments de langage. Et le premier message de communication était visible aujourd'hui dans le dress-code du jour, dans le catalogue vestimentaire. Chemise ouverte, jean et baskets. Volonté clairement affichée de ne pas surjouer la tension, bien au contraire.* »



On attend avec impatience le « décryptage » du prochain message de communication ! Une analyse qui a succédé à un reportage tout aussi brillant sur le coût des régimes spéciaux, ayant notamment valu à France 2 un droit de réponse de la part des avocats. Dommage pour la rédaction de France 2, car ce n'était pourtant pas la corporation qu'elle avait le plus dans le viseur... Vous devinez laquelle ? Et vous avez raison :



Le verbatim est à l'évidence : « *Ils sont dans le viseur du gouvernement : les régimes spéciaux. La facture ? 9 milliards d'euros environ chaque année, financés par des taxes, mais surtout par l'État. C'est lui qui paye une partie des retraites de la RATP et surtout de la SNCF : 3 milliards 300 millions d'euros. Les cheminots partent plus tôt à la retraite, à partir de 52 ans pour les conducteurs, 57 ans pour*

les autres. Ce syndicaliste justifie la participation élevée de l'État. » Le syndicaliste en question, Bruno Poncet, disposera de 12 secondes pour apporter son point de vue, déplorant notamment le peu d'embauches à la SNCF. Quant au cadrage du sujet ou aux non-dits concernant les surcotes des cotisations des cheminots, il ne pourra évidemment en piper mot.

Et la rédaction remet le couvert le 4 décembre. Du « coût des régimes spéciaux », on passe ainsi à la question fatidique : « *Faut-il supprimer les régimes spéciaux ?* » Comme dans les sondages, la construction du reportage, sous forme de questions successives, impose légèrement la réponse à donner à la question : « *L'origine des régimes spéciaux ?* » – « *Un régime privilégié ?* » – « *Combien ça coûte à l'État ?* » – « *Il y a donc un déficit. Alors, faut-il supprimer les régimes spéciaux ? Pour le ministre Jean-Paul Delevoye, la réponse est claire.* » Si un « expert » est invité pour dire que le métier serait moins attractif sans le régime, si un syndicaliste est invité à s'exprimer 19 secondes, les infographies proposées par France 2 vont dans le sens des propos d'un ancien rapporteur de la Cour des comptes, qui ne mâche pas ses mots :

— François Ecalte : *D'abord les trains ne sont plus à vapeur et on n'est plus obligé de mettre le charbon dans les chaudières hein. [...] Ils gagnent un peu sur tous les tableaux !*

L'essentiel, pour France 2, est donc démontré : en miroir du *Parisien* daté du 1^{er} décembre (voir p. 22), et de sa Une dévoilant fièrement « Le vrai coût des régimes spéciaux », le tout en écho à la communication gouvernementale, la rédaction de service public aura apporté sa contribution au pilonnage d'un autre service public.

Une démarche qui culmine dans une « enquête » pour le moins inattendue, diffusée la veille du 5 décembre et intitulée « Mon maire m'emmène à la manifestation ». Anne-Sophie Lapix donne le ton : « *Ils devraient être nombreux demain à Paris à défilier contre la réforme des retraites. À condition toutefois de pouvoir venir. La grève des transports rendra les trajets compliqués, d'où l'idée, dans certaines mairies de banlieue, plutôt communistes, de mettre à la disposition de leurs agents des bus. Est-ce bien légal ? L'enquête de "L'œil du 20h".* »

Un beau sujet anti-mobilisation sur un phénomène parfaitement anecdotique, que France 2 va grossièrement amplifier et dramatiser avec, cerise sur le gâteau, un délicieux parfum de délation. Florilège : — *Demain en région parisienne il y aura bien quelques bus, mais pas pour ceux qui vont travailler. "L'œil du 20h" a découvert que certaines mairies vont mettre des cars à disposition des manifestants.* [Scoop! NDLR]

- Une pratique méconnue, **et surtout illégale selon le Conseil d'État**. Ces cars de la ville de Stains, en Seine-Saint-Denis, d'habitude, sont utilisés lors des sorties scolaires. Mais demain, le maire va faire une exception. Les deux bus municipaux emmèneront gratuitement à Paris les manifestants de sa commune.
- **Coût pour la commune: 500€ pour deux autocars**. Selon le maire, ils seront conduits par des employés municipaux grévistes, qui ne seront donc pas payés. [Du Balkany tout craché! NDLR]
- Le Conseil d'État a tranché la question il y a près de trente ans: **c'est illégal, et cette décision fait toujours jurisprudence**, comme nous l'a confirmé ce matin la plus haute juridiction administrative. Un arrêt fondé sur la **neutralité du service public**.

Et en neutralité, France 2 s'y connaît! La rédaction affiche ensuite une carte de France épinglant les 18 villes – « communes gérées par des élus socialistes, et surtout communistes » – qui affréteront les cars. « Et les travailleurs non-grévistes eux? Pourront-ils profiter de ces bus pour braver la grève des transports? La mairie est catégorique. » La journaliste, affichant un sourire entendu, est filmée en pleine conversation téléphonique avec la maire PCF de Malakoff, qui répond que les cars sont affrétés pour les grévistes souhaitant se rendre à la manifestation. Ainsi la rédaction de France 2 vient-elle de déclencher « l'affaire des mairies communistes » – qui restera probablement dans les mémoires de la corruption – et conclut fièrement: « À la mairie de Malakoff on assume, et peu importe les décisions du Conseil d'État [...]. Aucune sanction n'est prévue par les textes, mais devant la polémique, la maire de Malakoff précise ce soir que le coût du transport des grévistes sera refacturé aux syndicats. » Vous avez dit sabotage?

SERVICE APRÈS-VENTE DU GOUVERNEMENT

Rappel: sur un total de 25 sujets donc, seuls quatre ont été consacrés au fond de la réforme. Après les deux sujets sur les régimes spéciaux vient un sujet sur le montant des pensions. Mais qu'on ne s'y trompe pas: le 3 décembre, il s'agit avant tout pour Anne-Sophie Lapix de faire le service après-vente des problématiques que le gouvernement souhaite mettre en avant. Ce sujet est en effet dédié à deux études de cas qui verront leur pension... « augmenter »! Les retraités touchant le « minimum contributif », dont France 2 déclare qu'ils percevront 20 euros en plus, et les agriculteurs, 100 euros en plus. « Un montant qui pourrait ensuite être revu à la hausse selon la majorité », s'empresse de rajouter le journaliste, avant de tendre le micro à un député LREM.

Un suivisme et une complaisance qu'annonçait déjà Anne-Sophie Lapix au moment d'introduire le sujet: « Pour l'heure, beaucoup ont le sentiment qu'ils seront perdants. Le gouvernement rappelle au contraire les progrès de sa réforme, comme la retraite à 1000 euros minimum. »

Soulignons au passage cette fréquente distinction: la population a « le sentiment que », quand le gouvernement, lui, « rappelle », pense... et sait. Dans la suite du reportage, le journaliste va même vanter la générosité du président: « **Remplir le porte-monnaie des millions de retraités** parmi les moins fortunés. Leur garantir la somme de minimum de 1000 euros pour vivre. Voilà la promesse d'Emmanuel Macron. »

Au cas où l'on n'aurait pas compris, un subtil montage allégorique enfonce le clou. Vous avez dit propagande?



Mais ce n'est pas terminé. Anne-Sophie Lapix dans le texte: « Le gouvernement compte atténuer les effets de la grève en mettant en place un dispositif pour garantir des trains, des bus, des métros dans la capitale. [...] Qu'est-ce qui pourrait rouler jeudi en pleine grève? Peut-être des cars Macron. » L'homme de toutes les solutions, en somme.

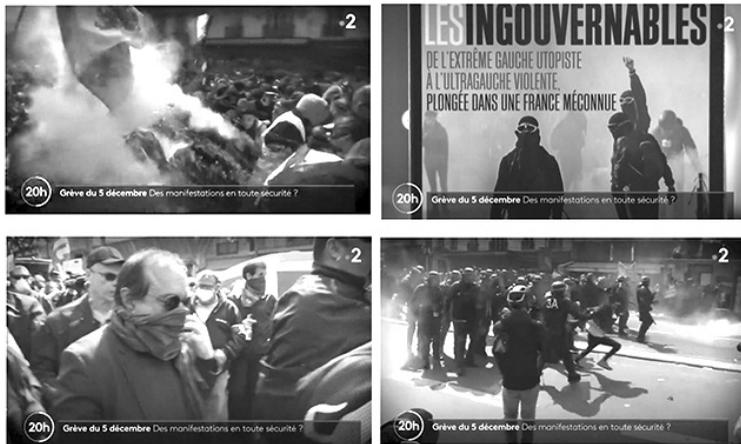
Le quatrième et dernier sujet de fond – et le seul à être anglé sur les revendications des syndicats – est diffusé le 4 décembre. « Reportage » prétendant « suivre » au plus près des cheminots de Laroche-Migennes dans l'Yonne, qui laisse en réalité à un syndicaliste CGT... 28 secondes de temps de parole. La belle affaire! Une parole que la rédaction vient en outre immédiatement contrebalancer avec celle du propriétaire d'un bar de la ville (16 sec.), en affirmant que « tous ne partagent pas l'avis du syndicaliste ». C'est tout? C'est tout³.

LA CONSTRUCTION MÉDIATIQUE DE LA PEUR

Sans doute à court de bonnes idées, la rédaction de France 2 opte également pour des exercices

3. Ou presque : le 4 décembre, on notera un sujet dans lequel des salariés de l'usine Laguirole témoignent de leur inquiétude vis-à-vis de la réforme à venir (1 min. 19).

de futurologie. Et quand Anne-Sophie Lapix pose la question le 2 décembre, elle le fait sans trembler: « **Doit-on craindre des dérapages lors des manifestations contre la réforme des retraites le 5 décembre?** » La construction du reportage qui suit apporte quelques éléments de réponse. Scoop: c'est oui. Le journaliste, qui s'interroge sur les « dérapages » possibles (de la part des manifestants, évidemment), tient tout d'abord à rafraîchir la mémoire des téléspectateurs en déroulant le film des violences du 1^{er} mai parisien – à défaut d'être encore pourvu d'images choc, France 2 recycle.



Le tout au prix d'une belle réécriture journalistique de l'histoire de cette manifestation: « Avec un risque: des débordements, comme ceux il y a quelques mois du 1^{er} mai 2019 à Paris. **La marche avait dégénéré.** Les syndicats sont alors dépassés. Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, est exfiltré, certains militants plient bagage. » Des « débordements » qui n'étaient, comme l'ont montré bien des confrères, nullement le fait de violences policières. Car France 2 tient à rappeler, foi d'expertise, que plane toujours la menace de l'ennemi principal:

- Journaliste: *Pour cet expert, des groupes violents peuvent s'infiltrer dans les cortèges officiels.*
- Éric Delbecque: *Viennent se greffer, s'enchâsser à l'intérieur de ce mouvement social des éléments qui eux ne sont pas là pour manifester calmement et exprimer des revendications, mais pour essayer de propager une onde de violence. On l'a vu avec le black bloc.*

Et on peut dire qu'il s'agit là d'un cas d'expert chimiquement pur! Éric Delbecque, présenté comme simple auteur, est, selon la biographie que les téléspectateurs de France 2 devront trouver par eux-mêmes, « expert en sécurité intérieure » mais aussi « colonel de réserve de la Gendarmerie nationale » et « ancien conseiller au ministère de l'Intérieur⁴ ». Expert très prisé des médias (*Le Figaro* en tête, mais aussi BFM-TV,

Europe 1, *Le Point*, *Sud-Ouest*, RMC et tant d'autres), particulièrement bien placé pour gloser sur les « groupes violents », lui qui exprimait sur son blog en avril dernier que « ceux qui sont dans les rues le samedi ne sont plus des gilets jaunes », que les actions actuelles de désobéissance civile sont « un dévoïement » (*FigaroVox*), qu'il voit dans la ZAD un « reflet du discours salafiste » (*Le Point*), que « la France insoumise tente d'exister en maximisant la haine et les provocations » (*Journal de l'économie*) ou, *last but not least*, en avril, que « le temps de la complaisance est terminé » avec les manifestants (*Le Point*).

Et l'édition spéciale du journalisme de préfecture se poursuit le lendemain. Fidèle porte-parole, Anne-Sophie Lapix monte d'un cran: « *Le gouvernement prend très au sérieux de voir la manifestation contre la réforme des retraites dégénérer jeudi. Il s'apprête à déployer un dispositif de sécurité exceptionnel: 5 000 hommes seront mobilisés. Autant qu'il y a un an après le chaos du 1^{er} décembre. La préfecture appelle les commerces qui se trouvent sur le trajet de la manifestation à baisser le rideau.* » Entendu? Si tel n'est pas le cas, la rédaction vous refait encore le film – mais cette fois du 8 décembre 2018 –, sous-titré de quelques douceurs journalistiques:

- *Les autorités se préparent à faire face à tout débordement;*
- *Un dispositif de sécurité parmi les plus conséquents jamais vus dans la capitale;*
- *Des policiers à moto, capables de se déplacer rapidement pour interpellier des manifestants violents.*



Le tout enrobé de reportages sur les craintes des commerçants invités par la préfecture à fermer boutique. Reportages dont les lancements confirment le ton général. Exemple le 4 décembre: « *Des planches de bois taillées sur mesure pour résister aux assauts des casseurs. Les banques ont donné pour mission à cette entreprise de protéger leurs façades.* » Une conclusion, en un mot, pour qualifier l'information selon France 2? ■

4. Voir sa biographie longue comme le bras sur son site: www.ericdelbecque.fr.

50 NUANCES DE GALÈRES

Nous avons réalisé un décompte précis du temps consacré à la réforme des retraites dans le 20h de France 2. Résultat: sans trop de surprise, c'est bien aux « galères » des usagers et aux conséquences négatives des grèves que le service public a réservé la plus grande part de son précieux temps d'antenne.

Notre décompte porte sur la période du 5 au 31 décembre¹. Premier constat: dans cet intervalle, les sujets et reportages traitant de la question des retraites ont occupé près de 5 heures d'antenne, avec une moyenne quotidienne de 10 minutes et 20 secondes (avec des variations importantes selon les périodes, comme nous le verrons plus loin). Le temps moyen du JT étant de 36 minutes, cela représente environ 29 % des JT en moyenne sur la période étudiée. La question des retraites a donc été amplement traitée par le 20h de France 2.

On peut distinguer quatre grandes catégories de sujets portant sur la réforme des retraites, dont nous faisons ici une première présentation par ordre d'importance, selon le temps qui leur est accordé:

- La première catégorie est celle des « galères » des usagers et autres conséquences négatives des grèves et actions associées. Elle est la plus traitée dans les JT de la chaîne publique, et représente en moyenne 4 minutes 24 secondes par jour, soit **43 % du temps** dédié à la question des retraites. Mis à part le 31 décembre, des sujets sur les « galères » ont été programmés **tous les soirs** dans le 20h de France 2.
- La seconde catégorie concerne le suivi des négociations entre le gouvernement et les syndicats.

Elle représente 2 minutes 15 secondes par jour, soit **21 % du temps** consacré aux retraites.

- La troisième catégorie recouvre les analyses de fond ou décryptages des mesures du projet du gouvernement, ou des « concessions » proposées. Elle représente 1 minute 57 secondes par jour, soit **19 % du temps** dédié aux retraites. Cette catégorie et la précédente occupent une place plus importante dans le 20h au moment des annonces du gouvernement, des mobilisations et des négociations avec les syndicats.

- La quatrième et dernière catégorie concerne le traitement des grèves et manifestations et des témoignages de grévistes et de leurs soutiens. Elle représente 1 minute 44 secondes par jour, soit **17 % du temps** dédié aux retraites. C'est donc la catégorie la moins importante des quatre.

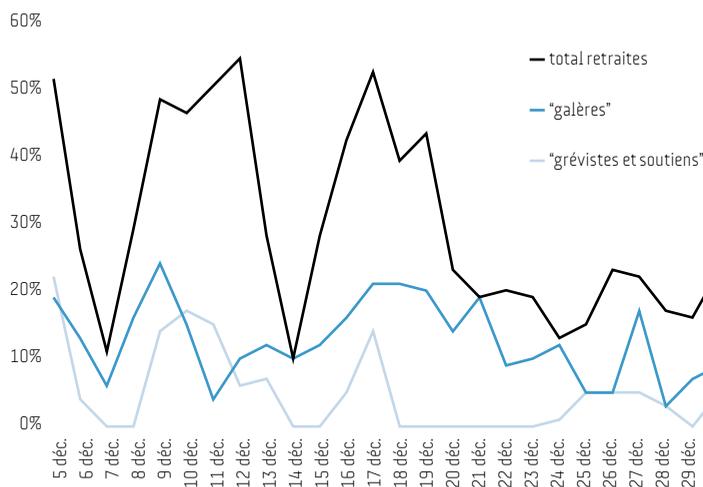
QUAND LES « GALÈRES » ÉCRASENT L'INFORMATION SOCIALE

Au vu de ce décompte global, le second constat s'impose: la rédaction du JT de France 2 a choisi d'accorder la part la plus importante de son temps d'antenne aux « galères » des usagers et autres conséquences négatives de la grève: 2,5 fois plus de temps qu'aux manifestants, aux grévistes et à leurs mobilisations.

¹. Note méthodologique: la période concernée s'étend du 5 décembre, date de la première manifestation contre le projet de réforme, au 31 décembre compris. Notre décompte concerne le temps des différents sujets dédiés à la question des retraites, reportages et interventions des « experts » et éditorialistes en plateau. Il ne prend donc pas en compte les annonces du sommaire, lancements et transitions. Nous reproduisons sur notre site la liste des sujets par catégorie, ainsi que le comptage détaillé.

Temps total consacré aux retraites, aux « galères » et aux grèves et manifestations dans le 20h de France 2

(en pourcentage du temps total du JT sur les jours de décembre 2019)



Le graphique ci-dessus récapitule le temps dédié à la réforme des retraites en pourcentage du temps total du JT, et en particulier le temps accordé aux « galères » et autres conséquences négatives, ainsi qu'aux témoignages de manifestants et de grévistes et à leurs mobilisations. On observe plusieurs « pics » dans le traitement de la question des retraites par le 20h de France 2, qui correspondent aux dates des manifestations (5, 10, 17 et 28 déc.) et des « temps forts » dans le processus de négociations entre le gouvernement et les syndicats (annonces d'Édouard Philippe le 11 déc., démission de Jean-Paul Delevoye le 16 déc., « marathon » de négociations des 18 et 19 déc.).

Les quatre grandes manifestations correspondent aux périodes où les manifestants, grévistes et leurs soutiens bénéficient du plus important temps d'antenne. À travers des sujets dédiés aux mobilisations, avec une appréhension souvent « comptable », ainsi qu'une attention portée à la détermination (ou à l'essoufflement) des grévistes: « Combien de temps tiendront-ils ? » (5 déc.); « Une grève partie pour durer » (9 déc.); « Les grévistes toujours déterminés » (11 déc.) « Une mobilisation qui va durer ? » (17 déc.) sans oublier le traditionnel « Le mouvement s'essouffle-t-il ? » (30 déc.). Plus rarement, des sujets dédiés au quotidien des grévistes ou aux raisons de la colère: « Une journée de grève dans l'Yonne » (5 déc.); « Au cœur d'une assemblée générale » (6 déc.); « Papa, maman, la grève et moi » (13 déc.); « Une neurologue explique pourquoi elle se bat pour l'hôpital public » (17 déc.).

De manière générale, le temps accordé aux grévistes et à leurs soutiens demeure très largement inférieur à celui dédié aux « galères » des usagers et aux

conséquences négatives des grèves et mobilisations². C'est tout particulièrement le cas à l'approche de la mobilisation du 10 décembre. La veille, quatre sujets sont consacrés au « lundi noir », à « l'Île-de-France sous tension » ou encore aux « entreprises qui en pâtissent ».

Mais ce n'est pourtant rien comparé à la semaine ayant précédé les vacances de Noël: du 16 au 21 décembre, soit 6 jours, on ne compte pas moins de 21 sujets consacrés aux « galères »! Soit en moyenne... plus de la moitié du temps consacré aux retraites (53 %). Et si la rédaction opte souvent pour des marronniers (8 sujets sur les départs en vacances perturbés, par exemple), elle sait également faire preuve d'imagination: « Pas de métro, dodo au boulot » (17 déc.); « Les accidents de deux-roues en hausse » (17 déc.); « Des coupures de courant sauvages revendiquées par la CGT » (18 déc.); « Salles de spectacle, musées: la fréquentation en baisse » (19 déc.).

Dans le même ordre d'idées, au fil des JT, les victimes de la grève et des manifestations se multiplient, et en particulier l'économie, les entreprises et les commerçants (sujets traités dans les 20h des 5, 7, 8, 9, 12, 14, 15, 18 et 27 décembre), les cirques (25 déc.), l'Opéra de Paris (27 déc.) ou encore les restaurateurs (29 déc.). Une véritable hécatombe!

Mais les sujets consacrés aux « galères » d'une part et aux mobilisations sociales de l'autre n'épuisent pas l'ensemble des sujets concernant la réforme des retraites. Comme nous allons le voir, deux autres types de sujets occupent une partie importante du temps d'antenne: le suivi des négociations (21 % du temps total des sujets consacrés aux retraites) et les décryptages et analyses des propositions (19 %).

UN CADRAGE DU DÉBAT QUI EXCLUT TOUTE ALTERNATIVE

Sans surprise, le suivi du déroulement des négociations et de la « bataille de l'opinion » mobilise de nombreuses entrées de notre lexique pour temps de grèves et de manifestations³. Là encore, les intitulés des différents sujets sont parlants: « Édouard Philippe joue la carte de l'apaisement » (6 déc.); c'est « Le temps des concessions » (8 déc.); puis l'inénarrable Nathalie Saint-Cricq nous rassure: « La CFDT et le gouvernement sont condamnés à s'entendre. » (12 déc.) Et pourtant, patatras: ils ne s'entendent pas.

La rédaction de France 2 s'interroge alors: « Que pourrait proposer Édouard Philippe aux syndicats ? » (17 déc.); puis vient l'espoir: alors que le gouvernement « lâche du lest » (20 déc.), apparaissent des « divisions dans les syndicats ». La semaine de Noël est l'occasion de moquer les grèves comme une lubie nationale

². Seules exceptions, les journées des 5, 10 et 11 décembre, ainsi que le 31 décembre.

³. Voir *Médiacritiques* n° 7, avril-juin 2013.

(« Grève: une histoire à la française », 22 déc.); et de s'interroger sur des sujets de fond: « Faut-il réquisitionner des agents? » (23 déc.) Avant de terminer le mois de décembre sur un *satisfecit* à Emmanuel Macron suite à ses vœux, puisque le président reste malgré tout « fidèle à son image de réformateur » (31 déc.).

La quatrième et dernière catégorie, celle des analyses et des « décryptages » des propositions du gouvernement, s'inscrit dans la même tendance. Quelques sujets isolés évoquent certes les conséquences néfastes de la réforme – ou adoptent du moins un certain recul critique. Mais la plupart présentent la réforme des retraites sous un jour favorable. Plusieurs sujets expliquent ainsi que les pensions ou la valeur du point ne devraient pas baisser si l'on en croit... le gouvernement. Et les « décrypteurs » du JT de France 2 ne se lassent pas de tenter de dénicher les « gagnants » de la réforme, tantôt les étudiants (9 déc.), les mères de famille (11 déc.), les agriculteurs (11 déc.), les titulaires d'un métier pénible (11 déc.) ou encore les veufs et veuves (12 déc.). À cela s'ajoute la chronique régulière des « gestes » et autres « concessions » du gouvernement accordés aux policiers (12 déc.), aux gardiens de prison, aux militaires, aux sapeurs-pompiers (16 déc.), aux pensions minimum (19 déc.), aux gaziers et électriciens (23 déc.), aux routiers (25 déc.) ou encore aux pilotes (26 déc.), voire aux danseuses et danseurs de l'Opéra (29 déc.). Au point que le vertige semble, un instant, saisir la rédaction du JT: « Jusqu'où iront les concessions du gouvernement? » (26 déc.) Et face à tant de « cadeaux », que demande le peuple?

Au-delà de la présentation des mesures et des « concessions » accordées, la façon dont le 20h pose le débat ne laisse pas d'être problématique: au fil des sujets, tout est présenté comme si le seul choix possible devait se faire entre la réforme telle qu'annoncée par le gouvernement et une réforme amendée de quelques « concessions » ou allégée de certaines mesures (l'âge pivot par exemple). Ainsi le retrait pur et simple de la réforme n'est-il pas envisagé, mais renvoyé systématiquement à une position jugée « non constructive » (à l'opposé de celle des syndicats qualifiés de « réformistes » voire de « progressistes »). Quant aux propositions alternatives pour faire évoluer le système de retraites actuel, à l'instar de celles formulées par la CGT ou d'autres formations politiques, associatives et syndicales, elles sont tout simplement absentes du débat. La leçon est claire: il n'y a pas d'alternative (ou si peu).

Les journaux télévisés de TF1 et France 2 continuent de jouer un rôle majeur (et prescripteur) dans le



paysage médiatique, rassemblant tous les soirs, à 20h, une audience importante (près de 5 millions de téléspectateurs chacun selon Médiamétrie). Leur étude permet ainsi de donner un aperçu significatif du traitement médiatique général. Notre observation du JT de France 2 permet de prendre la mesure de la façon dont les médias traitent – et en l'occurrence maltraitent – une mobilisation d'une dimension historique, au moins comparable au mouvement social de 1995.

Par ailleurs, on serait en droit d'attendre du JT de France 2, chaîne de service public, un souci du pluralisme des points de vue plus important que sur les médias privés. Notre décompte confirme au contraire, d'un point de vue quantitatif, un travers bien connu des journaux télévisés en temps de grèves et de mobilisations sociales: la surmédiatisation des « galères » des usagers – le terme outrancier de « prise d'otage » étant désormais relativement proscrit⁴. Les sujets concernant les mobilisations ou le quotidien des grévistes sont quant à eux le parent pauvre de l'information.

Mais cette disproportion ne résume pas les biais du traitement de la question des retraites par le 20h de France 2: sur le fond, les sujets d'analyse et de suivi des négociations témoignent également, sinon d'un enthousiasme pour la réforme, au moins d'un manque criant de recul critique à son égard. Et le cadrage du débat qu'ils mettent en œuvre exclut toute approche alternative de l'évolution du système de retraite. Bref, l'ORTF a été dissoute il y a plus de 40 ans, mais la rédaction du JT de France 2 parvient souvent à nous le faire oublier... ■

4. À ce sujet, lire par exemple « Une "consigne" a-t-elle été donnée à France Télévisions pour ne pas employer les mots "grève historique" ou "colère" comme l'affirme la CGT ? », *Libération*, 6 déc. 2019.

■ **BFM-TV**, 12 septembre: un bandeau « **Grève RATP: pas de service minimum?** » Sur la chaîne d'info, le bashing de grévistes est, lui, non-stop.

■ **CNews**, 18 septembre: un bandeau « **Immigration: le gouvernement veut déminer** » succède à « **Immigration: le grand déminage** ». La direction de la chaîne, experte en explosifs, ajuste ses derniers réglages dans l'attente du (grand) remplacement de Laurence Ferrari par Éric Zemmour.

■ **LCI**, 21 septembre: à l'occasion de la manifestation des gilets jaunes « **LCI embarquée avec les motards de la police** »; le même jour sur une chaîne concurrente « **BFM-TV embarquée avec la police** ». Vous avez dit journalisme de préfecture?

■ **BFM-TV**, 1^{er} octobre: un bandeau « **Lubrizonl, pourquoi douter?** » Il est vrai que sur la chaîne d'info en continu, on ne doute jamais des informations de la préfecture.



■ **LCI**, 16 octobre: Olivier Galzi à propos du voile: « *C'est pas un signe religieux qu'on veut interdire [...] c'est un signal politique, comme on interdit un uniforme SS, tout simplement.* » N'est-ce pas Olivier Galzi qu'il faudrait interdire d'antenne, tout simplement?

■ **CNews**, 22 octobre: « **Le cri de colère des patrons de cirque** ». Commentaire de Pascal Praud: « *C'est toujours la même chose: des minorités actives qui font des actions [...]. Ils ne font ça que pour qu'on en parle.* » En tant qu'animateur de ménagerie sur CNews, Pascal Praud pourrait se sentir un peu plus solidaire des patrons de cirque.

■ **BFM-TV**, 1^{er} novembre: « **Bayonne: Faut-il parler d'attentat?** » « *C'est confus* », d'après l'expert police-justice Dominique Rizet, qu'on a connu moins hésitant.

■ **BFM-TV**, 10 novembre: « **Manifestation controversée contre l'islamophobie** ». Un qualificatif qui ne s'appliquait pas aux manifs contre le mariage homosexuel ou la PMA, où défilaient pourtant des groupuscules d'extrême droite. Étonnant, non?

■ **CNews**, 11 novembre: « **Islamophobie: une marche polémique** ». Et cela, sur une chaîne ayant recruté Éric Zemmour, un chroniqueur « polémique » deux fois condamné pour provocation à la haine raciale ou religieuse.

■ **BFM-TV**, 19 novembre: au lendemain du premier anniversaire des gilets jaunes, Yves Calvi broie du noir sur Canal +: « *Il n'y a plus de jaune là, il n'y a plus que du noir. Il y a des casseurs qui veulent en fait détruire la République, s'attaquer à notre mode de vie. C'est... On est en train de passer du vandalisme à un semi-terrorisme.* » ■

■ Le homard du trimestre

est attribué à Léa Salamé et Nicolas Demorand qui recevaient Thomas Piketty dans la matinale de France Inter (9 sept.). « *Vous voulez en finir clairement avec les milliardaires, vous dites: ils ne doivent plus exister. Est-ce que ce n'est pas philosophiquement liberticide? [...] D'abord, est-ce que vous êtes sûr qu'en éradiquant les 1 % les plus riches, tout ira mieux véritablement? Est-ce que vous ne tombez pas dans la logique du bouc émissaire?* » Heureusement que Léa Salamé est là pour défendre les minorités opprimées, tout comme son comparse Nicolas Demorand: « *Est-ce que ça n'est pas la confiscation de fortune par l'impôt, la spoliation, expliquez-nous parce que, à vous lire et à vous entendre, on pourrait se dire: on ne les éradique pas en les fusillant, les hyper-riches, mais avec l'arme fiscale! [...] Est-ce que vous n'avez pas un rapport du type bouc émissaire avec cette fraction-là de la population?* »

■ Deux mois plus tard, les deux militants de la cause des milliardaires étaient à nouveau à l'ouvrage face à François Ruffin (6 nov.). Léa Salamé: « *Vous dites: "les riches raseront les forêts, videront les mers, feront fondre les pôles et affameront des continents", rien que ça, mais une fois que les riches auront renoncé à tout ce que vous dites, leurs yachts, leurs jets, leurs villas, est-ce que vous pensez vraiment que la question de l'écologie sera réglée, ou vous voulez juste faire un exemple en place publique?* » Une fois de plus, Nicolas Demorand n'est pas en reste: « *Mais vous voulez faire quoi [...] il faut humilier ces élites en place publique, les décapiter, les spolier par l'impôt comme dit Piketty, quel sort réservez-vous exactement à ces gens-là?* » Heureusement qu'il reste des journalistes engagés!

LES CHEMINOTS SUR LE GRIL

Le 5 décembre, au soir de la première journée de grève et de manifestations, Léa Salamé et Thomas Sotto animent l'émission « Vous avez la parole » (France 2). L'occasion d'étriller une nouvelle fois les « privilèges » des cheminots.

“Qu'est-ce que vous répondez à ceux qui vous accusent de vouloir défendre des intérêts personnels?”

Le principe de l'émission de débat de France 2 est simple: deux ministres, Sibeth Ndiaye et Gérald Darmanin répondent aux interpellations de huit invités représentant différentes catégories ou secteurs professionnels, en présence de Philippe Martinez (CGT) et de Dominique Carlac'h (Medef). Pourtant très rapidement, ce sont moins les ministres qui seront interpellés par les animateurs de l'émission... que le premier invité interrogé, représentant des cheminots et syndicaliste Sud-Rail. Léa Salamé donne d'emblée le ton: « Fabien Villedieu, vous êtes conducteur de train [...] et vous voulez sauver votre régime spécial, celui qui vous permettra de partir à la retraite à 57 ans [...]. Qu'est-ce que vous répondez à ceux qui vous accusent de vouloir défendre des intérêts personnels, des intérêts corporatistes? »

Et lorsque l'invité explique que la réforme touche l'ensemble de la population, et qu'il faut défendre le système de retraites actuel, Thomas Sotto le coupe (« Vous dites qu'on a un bon système et qu'il ne faut rien changer? Mais il ne faut rien changer? »). Avant de se tourner avec gourmandise vers le second invité: « Je m'adresse à vous Thierry Moysset qui êtes chef

d'entreprise, est-ce que vous comprenez, vous, que Fabien Villedieu veuille conserver son régime spécial, ou au fond est-ce que vous vous dites “en quoi un cheminot a un travail plus pénible qu'un maçon” par exemple? »

Une question à peine suggestive... Rebelote lorsque Léa Salamé se tourne vers le troisième invité, représentant les avocats: « Alors vous Xavier Autain, l'idée, dans l'esprit, une réforme qui, en tout cas sur le papier, est équitable pour tout le monde, et rassemble tout le monde sous un régime universel, supprime les 42 régimes, supprime votre régime autonome, est-ce que dans l'esprit vous trouvez ça équitable et juste? »

Bref, cette réforme équitable « sur le papier » est-elle équitable « dans l'esprit »? Mais l'invité ne partage pas les termes de Léa Salamé. Il raille la position du gouvernement sur la pénibilité: s'il n'existe pas de métier plus pénible que d'autres, pourquoi maintenir le régime spécial des policiers au nom de la pénibilité de leur travail? Thomas Sotto le corrige: « Ils auront un régime “particulier”. » La nuance est ténue...

Puis lorsque l'avocat se moque de la communication du gouvernement (« ce qui se dit est plus important que ce qui se fait »), c'est Léa Salamé qui s'agace: « Oh, ça c'est un petit procès d'intention que vous leur faites. » Décidément, les ministres sont sur le gril... Le couplet sur les régimes spéciaux se poursuit avec la première question posée

par Thomas Sotto à Dominique Carlac'h: « *Dominique Carlac'h, vous qui êtes au Medef, est-ce que vous considérez aujourd'hui que ces régimes spéciaux sont des régimes de privilèges dans la société de 2019 ou pas?* »

Il faut dire qu'en matière de privilèges, la vice-présidente du Medef s'y connaît¹. C'est alors au tour du responsable d'Ipsos d'intervenir pour dégainer et commenter son dernier sondage :



Et Thomas Sotto ne manque pas de saisir la balle au bond: « *En tout cas Philippe Martinez, on a un chiffre là, une majorité des Français, selon ce sondage, dit: "La suppression des régimes spéciaux, on est pour."* »

Pour ceux qui n'auraient pas encore compris, Léa Salamé est là pour repasser une couche: « *Les chauffeurs de bus du Havre partent à la retraite, pardon, 10 ans après les chauffeurs de train de Paris [...]. Est-ce que c'est normal?* » Puis c'est Nathalie Saint-Cricq, éditorialiste politique à France Télévisions, qui vient corriger une injustice: une des principales marottes de la rédaction de la chaîne publique n'a pas encore été traitée – celle du coût des régimes spéciaux: « *Il y a juste un sujet qui n'a pas du tout été abordé, ou même mentionné quand on a parlé des régimes spéciaux, c'est le financement. On ne parle pas de ça ce soir, alors que c'est quand même le problème central, il y a que les régimes spéciaux sont déficitaires et qu'en gros, on a besoin de réformer les retraites parce qu'aligner vers le haut, très bien, sans doute tout le monde en rêverait, mais il est probable qu'on n'ait pas le... il faudrait avoir là-dessus quelques précisions, qu'est-ce qu'on peut se permettre de faire et cette réforme est-elle uniquement pour faire le bien de tout le monde où c'est aussi parce qu'on a des problèmes financiers?* »

Ouf! Merci Nathalie. Enfin, Thomas Sotto interpelle la porte-parole du gouvernement avec une question d'une rare impertinence: « *Alors sur les régimes spéciaux, Sibeth Ndiaye moi j'ai une question précise à vous poser, vous dites "il va y avoir la fin des régimes spéciaux" mais ce sera quand? [...] Ce sera quand et pour qui?* »

Après plus d'une demi-heure dédiée aux régimes spéciaux, l'émission enchaîne sur la question des fonctionnaires, du point d'indice, de l'agriculture, du régime des indépendants, des retraites des femmes, des étudiants... et au terme de plus de deux heures et demie d'émission, le « verdict » tombe – sous la forme du sondage « maison »: les ministres n'ont pas été jugés convaincants par 63 % des personnes interrogées.

« PAUVRES MINISTRES » VS « MANIPULATION DES SYNDICATS »

Un « score » particulièrement mauvais commenté dans le « débrief » d'une demi-heure, deuxième partie de soirée entre les deux animateurs et des commentateurs et éditorialistes... non sans une certaine inquiétude et sollicitude, touchantes et révélatrices, à l'égard du gouvernement:

— Léa Salamé: *Quand on voit le résultat du sondage, où on voit que 38 % seulement de ceux qui ont regardé la télé ont trouvé les ministres convaincants, on se dit que c'est pas gagné. Nathalie Saint-Cricq, ça vous a surpris ce sondage qui n'est pas bon?*

— Nathalie Saint-Cricq: *Non ça ne m'a pas surpris du tout parce qu'ils ne savaient pas, enfin on parle de cette réforme des retraites on ne sait pas ce qu'il y a dedans [...] donc les pauvres ils sont venus ce soir pour essayer de défendre la philosophie générale mais quand on leur demande les gagnants, les perdants qu'il y aura – il y en aura et c'est peut-être bien...*

— Léa Salamé: *Est-ce que ce n'est pas une erreur de communication du gouvernement [...]*

— Nathalie Saint-Cricq: *Ils ne se sont probablement pas rendu compte que c'était quelque chose d'aussi explosif [...], que c'était quelque chose qui pouvait aggraver, après un an de gilets jaunes, et que c'était une sorte de danger public.*

— Thomas Sotto: *Gérard Miller, est-ce que ce n'est pas une formidable manipulation des syndicats d'appeler à la grève aujourd'hui alors que le projet n'est pas sur la table, qu'on ne sait pas de quel texte on parle finalement, et qu'on peut dire qu'on parle dans le vide?*

Puis l'animateur se tourne vers un journaliste suédois, le prenant à témoin: « *Magnus Falkehed, quand vous regardez ça, vous le Suédois, vous dites quoi, qu'on est un pays de fous? Vous comprenez ce qui se passe, quel est votre regard sur ces débats, cette journée de manifestation?* »

Une chose est sûre: ce n'est pas en écoutant les « analyses » à la truelle du service politique de France 2 que le journaliste suédois pourra se faire une idée sur l'actualité sociale en France... ■

1. Thomas Sotto s'y connaît également: en 2016, il touchait un salaire net de 37938 euros par mois à l'antenne d'Europe 1, selon le *Canard enchaîné*.

PLANTAGES EN SÉRIE

Où il est question des prophéties déçues de Christophe Barbier...

L'affaire se déroule en plusieurs épisodes. Le 8 décembre, *Le Parisien* révélait que Jean-Paul Delevoye, nommé au gouvernement en septembre 2019 pour conduire la réforme des retraites, avait omis de signaler ses liens avec le monde de l'assurance dans sa déclaration d'intérêts à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). Il occupait en effet un mandat bénévole au sein de l'Institut de formation de la profession de l'assurance (IFPASS).

“La vérité de 6h50 n'est pas celle de midi”

Le 10 décembre, *Capital* souligne que Jean-Paul Delevoye a gardé une fonction rémunérée dans le privé après son entrée au gouvernement, en tant que président du think tank Parallaxe – une activité cette fois déclarée, mais qui constitue un cumul interdit par la Constitution.

Le haut-commissaire aux retraites a cependant pu compter sur la magnanimité proverbiale des éditeurs à l'égard des puissants – et en particulier celle de Christophe Barbier. Interrogé sur cette affaire dans son éditorial du 12 décembre (BFM-TV), l'éditorialiste minimise la faute: « *Il n'a pas cherché à le cacher, Jean-Paul Delevoye, puisqu'il l'a écrit lui-même dans sa déclaration à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.* »

Patatras, deux jours plus tard Jean-Paul Delevoye rectifie sa déclaration à la HATVP en déclarant... 13 mandats, dont dix avaient été oubliés dans sa déclaration initiale. Qu'à cela ne tienne: Christophe Barbier évacue toute mise en cause de la probité ou de la bonne foi du haut-commissaire: « *Oui, il est évident que Jean-Paul Delevoye n'est pas venu au lobby de l'assurance ou au lobby des fonds de pension, les quelques chroniqueurs d'extrême-gauche qui l'accusent de ça font fausse route.* » Et de conclure, s'agissant d'un possible départ: « *On ne change pas de cheval pendant la bataille, Jean-Paul Delevoye doit mener jusqu'à terme cette négociation difficile.* »

Un couplet réentonné dans son éditorial le matin du 16 décembre. À la question « *Jean-Paul Delevoye doit-il quitter le gouvernement* », l'oracle Barbier répond de manière catégorique: « *En pleine crise, quand l'adversaire réclame le scalp du ministre, on ne lui donne pas. [...] Delevoye partira, mais il partira quand le texte sera terminé, ficelé, et transmis au Conseil des ministres, c'est prévu pour le 22 janvier.* »

Patatras (bis), le ministre démissionne quelques heures plus tard. Mais il en faut plus pour perturber un éditeur qui, en fin de journée dans « C dans l'air », évoque doctement toutes les raisons pour lesquelles Jean-Paul Delevoye n'avait en réalité d'autre choix... que de démissionner: « *Une pression très forte,*

1. Lire, sur le site d'Acrimed, « Hommage à Christophe Barbier, tuteur sur lequel le peuple peut s'élever », 24 avril 2017.

l'attente encore d'épisodes encore plus embêtants »; mais aussi une manœuvre politique: « Matignon et l'Élysée ont décidé qu'il pourrait porter peut-être le chapeau des renoncements qu'on va peut-être voir demain, ce fameux âge pivot dont la CFDT veut le retrait. »

Patatras (ter), le lendemain, nulle trace de renoncement ou de recul du gouvernement évoqué par Barbier. Qu'à cela ne tienne! Dans un nouvel édito matinal, l'éditorialiste refuse obstinément d'admettre la moindre erreur face à l'animateur Christophe Delay:

— *Christophe Barbier, hum, Jean-Paul Delevoye a donc démissionné... Vous vous êtes complètement planté hier.*

— *Mais pas du tout!*

— *Mais si, si, mais si, vous avez dit qu'il ne démissionnerait pas tout de suite.*

— *Je vous l'ai dit à 6h50.*

— *Et alors?*

— *Il a démissionné à midi.*

— *Un éditorialiste peut se tromper... et surtout il doit le reconnaître.*

— *Non, non, non, la vérité de 6h50 n'est pas celle de midi.*

Bref, Christophe Barbier a toujours raison, même quand il a tort... C'est juste une question d'horaire! Une nouvelle séquence édifiante de l'impunité dont bénéficient les éditorialistes abonnés aux plateaux des chaînes d'info. Mais aussi de la conception toute particulière que se fait Christophe Barbier de son propre rôle¹. Comme nous avons eu maintes fois l'occasion de le constater, un éditocrate, ça ose tout... ■



Qloquace et local

INDÉPENDANCE: PARIS-NORMANDIE VOIT VERT, PUIS ROUGE...

« Victime d'un accident industriel majeur sur le site de l'usine Lubrizol, Rouen a disparu des chaînes d'information », dénonce le quotidien *Paris-Normandie* dans son édition du 27 septembre. En cause? Un cataclysme autrement plus important qu'un nuage toxique ou la pollution irrémédiable d'une rivière: « *Les rédactions parisiennes ont rappelé leurs forces vives car [...] Jacques Chirac est mort.* » Le quotidien fait ainsi le récit édifiant des chaînes d'info pliant bagage direction Paris dès l'annonce du décès de « Chichi »! Un mois plus tard Frédéric Cassegrain, directeur général du quotidien, est remercié pour un désaccord avec le propriétaire du journal, Jean-Louis Louvel. Ce dernier venait d'annoncer sa candidature à l'élection municipale de Rouen sous l'étiquette LREM-Agir. Et pour avoir protesté, F. Cassegrain a pris la porte.

AU DAUPHINÉ, LA STRATÉGIE NUMÉRIQUE CONTRE LE JOURNALISME

Au *Dauphiné Libéré*, c'est « Digital first, information deuxième ». *Le Postillon*, fer de lance de la presse locale critique dans la cuvette grenobloise, a recueilli dans son édition hivernale le témoignage de Pauline, ex-salariée sous pseudonyme. Elle y détaille la stratégie numérique du canard, dont la « rédaction web centrale » est suspendue aux données en temps réel, établies par Google Analytics. « *Certains articles vont être plus visibles non par leur intérêt journalistique, mais parce qu'ils sont susceptibles de "générer du clic".* » Ou quand le « digital first » en PQR sacrifie l'information et l'ancrage local sur l'autel de la « visibilité ».

L'ÉCHO DU CENTRE NE RÉSONNE PLUS

La nouvelle n'a pas fait grand bruit, et pourtant personne ne se réjouit de la disparition d'un journal. Issu de la résistance et longtemps affilié au Parti communiste, *L'Écho du Centre* était présent dans cinq départements du Limousin, et fut l'un des rares journaux de PQR à porter une ligne éditoriale anti-libérale. « *Asphyxié économiquement, votre journal n'aura pas survécu* », s'excuse la rédaction dans son « Adieu aux lecteurs ». Une disparition qui amenuise encore la diversité des points de vue dans la presse locale.

FIP: AMBITIONS MONDIALES, DÉMISSION LOCALE

À Radio France, si la grève dure contre la suppression annoncée de près de 300 postes, les auditeurs de FIP sont aussi en lutte. Dans le cadre de son plan d'économies, Sibyle Veil a annoncé la suppression des locales (à Strasbourg, Nantes et Bordeaux) de la radio musicale qui, selon elle, est vouée à... des « ambitions mondiales ». Depuis, de nombreuses pétitions sont apparues en ligne pour demander à la direction de renoncer à ces fermetures d'antenne. Et le ton est cinglant: « *Radio France aurait-elle du mal avec la décentralisation? Et pencherait-elle pour une vision contre-culturelle élitiste qui méprise le foisonnement culturel, associatif, sociétal, social en région?* »

À LA RÉUNION, MACRON NE S'ATTENDAIT PAS AU JIR

En visite sur l'île de La Réunion en octobre dernier, Emmanuel Macron a fait l'objet d'une Une acerbe du *Journal de l'île de La Réunion (JIR)*, titrée « Pour l'instant, c'est du vent ». Selon Lukas Garcia, responsable de la rédaction, cette Une « *a déplu en haut lieu* », et valu à ses journalistes d'être mis à l'écart d'un déplacement du président. « *La présidence va devoir se trouver d'autres courtisans* », tance le journal, qui fait les frais du rapport contrarié du pouvoir à la liberté de la presse. ■

LA PRESSE EN (ORDRE DE) MARCHÉ

Certains assèment leurs partis pris à longueur de Unes et d'éditos, là où d'autres se rêvent en conseillers du prince, en discourant de la « méthode ». Mais dans leur grande majorité, les états-majors de la presse papier s'accordent sur le fond: la réforme est nécessaire.

Très tôt, certains titres de presse ont fait du zèle, et se sont engagés à corps perdu – avant même le début du mouvement social du 5 décembre – dans une véritable entreprise de démobilitation sociale. *Le Journal du dimanche* (alias le JDD, alias « la Pravda du dimanche ») daté du 1^{er} décembre publie par exemple 10 pages consacrées à la grève et au projet gouvernemental de réforme du système des retraites. 10 pages de simulacre d'objectivité et d'exhaustivité. À la Une, l'annonce tonitruante d'un entretien avec Gérard Darmanin. Et deux pages surmontées d'une nouvelle citation en énormes caractères: « *Nous sauvons les retraites de nos enfants.* » Une citation et une mise en page qui ne manqueront pas de réjouir le ministre. Ce dernier publie d'ailleurs sur Twitter la Une du quotidien accompagnée d'un message satisfait: « *Ce que nous sommes en train de faire, c'est sauver nos retraites et celles de nos enfants.* »

« L'essentiel » ayant été dit et mis en scène, il reste 7 pages pour le reste. Et tout y passe (ou presque). Avec entre autres l'inévitable éditorial d'Hervé

Gattegno, dans lequel l'éditocrate pontifie: « *Quoi qu'en disent les démagogues et les niais, il [l'avenir des retraites] requiert une réforme d'ampleur et les efforts de tous* »; et l'inévitable sondage de l'Ifop, avec ses questions biaisées, introduit de manière triomphale: « Les Français favorables à une réforme ». Une réforme, oui, mais laquelle? Cela importe peu: l'essentiel est que ce soit « *une bonne nouvelle pour le gouvernement* ».

D'autres articles nous informent que « *les cheminots sont prêts à tenir* », que « *l'urgence financière* » fait débat, que le télétravail n'est pas une très bonne « *planche de salut* », que les blocages seront nombreux et coûteux. Le tout est couronné d'une double page (dont une demie avec un entretien de Bernard Thibault) consacrée à une comparaison avec le mouvement de 1995. Tout est dit, à une réserve près: pas une phrase de la rédaction sur les motifs de la grève et les critiques des opposants à la réforme! Que le JDD soit de parti pris? La belle affaire! Mais qu'il le dissimule derrière un simulacre d'exhaustivité et d'objectivité, voilà qui est beaucoup plus problématique.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le JDD ne cherche pas à dissimuler son rôle médiatique, qui se résume à assurer le service après-vente du pouvoir en place:



3 novembre 2019



10 novembre 2019



17 novembre 2019



Et déjà,
le 24 mars 2019



En revanche, et si la proximité de sa rédaction avec les cercles du pouvoir politique est de notoriété publique, son rôle de prescripteur dans « l'écosystème » médiatique a pour conséquence que ce qui est dit dans le JDD... ne reste pas dans le JDD. Ainsi les cadrages de l'hebdomadaire ont des effets dans d'autres médias, constituant une base pour des séances de commentaires entre éditorialistes dont les chaînes en continu font leur miel; ou servant d'inspiration pour les principaux JT (TF1 et France 2), comme ce fut le cas au soir de la publication de l'entretien avec Darmanin. Si l'on ajoute à cela les multiples reprises dans la presse (papier ou en ligne), la circulation circulaire de l'information fonctionne à plein.

LE PARISIEN PRÉPARE LUI AUSSI LA RÉFORME DES RETRAITES

Il en va de même pour *Le Parisien*, jouant un rôle sensiblement identique dans le paysage médiatique français, et qui se positionne en très bonne place pour remporter la palme du catastrophisme et de la démobilitation sociale. Bien sûr, nombre de médias, à Paris comme en province, ont évoqué (par anticipation) les effets désastreux de la grève, avant de se pencher sur le sort malheureux des honnêtes citoyens et citoyennes, présumés victimes des grévistes. La population est ainsi médiatiquement divisée en deux parties antagonistes: les grévistes et les usagers en galère. Comme si les « usagers » n'étaient pas aussi, pour les plus nombreux, des « produc-

teurs » destinés à partir, un jour, à la retraite, ou ne pouvaient pas être favorables aux luttes des premiers.

Les lanceurs d'alerte médiatiques ne manquent ainsi jamais de ressources ni d'imagination pour soutenir de leurs conseils avisés les citoyens en plein désarroi face aux pénuries de transports, d'écoles, de crèches... Et dans le genre, c'est *Le Parisien* du 2 décembre qui frappe le plus fort. En pages intérieures (6 pages) sous le titre « Comment éviter la galère ? » et divisées en chapitres (« Se déplacer », « Travailler », « Aller à l'école ou pas ? », « S'occuper de ses enfants », « Se soigner »), toutes les recettes du guide de survie en temps de grève y passent : co-voiturage, applis anti-bouchons, bus, vélo, vélib', scooters et trottinettes électriques en libre-service, la marche, les navettes fluviales, le télétravail, le baby-sitting, les voisins, etc. Un recueil minutieux de tout ce que l'on peut voir disséminé dans les autres médias.

Au vu de cette profusion de moyens alternatifs de « survivre », on se prend à rêver d'une information aussi complète et détaillée sur, par exemple, le contenu de la réforme des retraites, les expé-

riences étrangères⁴ ou encore les conditions de travail des cheminots, des enseignants et autres catégories professionnelles en grève.

Mais opposer les grévistes aux usagers ne suffit pas à la stratégie médiatico-gouvernementale, il s'agit aussi de diviser les grévistes entre eux en désignant à la vindicte publique les « privilégiés » des régimes spéciaux. Et dans ce registre, même s'il n'est pas le seul, loin de là, *Le Parisien* est passé maître.

De quoi servir les intérêts conjoints de son propriétaire, Bernard Arnault, et de la macronie... Le 1^{er} décembre, à quatre jours du mouvement de grève, le quotidien titre, avec la légèreté qui fait tout son charme, sur le « vrai coût » des régimes spéciaux – reprenant ainsi à son compte et en Une l'estimation du ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin. Signalons au passage que 9 mil-



1. Un dossier réalisé par *L'Humanité* du 2 décembre, « Le bilan accablant des pays "modèles" » semble le seul exemple, plutôt instructif, d'une information sur les expériences étrangères, par ailleurs volontiers brandies quand elles paraissent favorables aux projets gouvernementaux.

liards, ce n'est même pas le dixième de la fortune du propriétaire du *Parisien*. Mais pour la rédaction, la question n'est pas là : il s'agit de désigner les « privilégiés » qui vivent aux crochets de la collectivité, ces 500 000 salariés sur 18 millions, cible toute trouvée pour jouer le rôle du bouc émissaire.

Sont particulièrement visés les cheminots, qui furent les principaux acteurs des grèves de décembre 1995 ayant fait tomber Alain Juppé et sa réforme des retraites. Là encore, le chiffre avancé par le ministre (et par *Le Parisien*) sera repris par de nombreux médias (*Le Monde*, *Libération*, *CNews*, *LCI*, *France Info*, *BFM-TV*, *L'Express*...). Et si les « fact-checkers » et autres décodeurs prendront soin de disséquer ces milliards pour en vérifier l'exactitude, l'objectif est atteint : pointer du doigt les prétendus « privilégiés » et tenter de semer la division dans un mouvement de grève avant même qu'il ne commence.

Dans son éditorial de l'édition du même jour, Nicolas Charbonneau conclut ainsi : « *Au nom de nos enfants, des générations futures, il serait bienvenu et responsable qu'enfin le sujet soit traité. Avec sérénité, sans opposer les Français les uns aux autres.* » Un principe que *Le Parisien* serait bien inspiré de s'appliquer à lui-même.

UNE QUESTION DE « MÉTHODE » ?

Si tous les titres de presse ne sont pas aussi caricaturaux que le *JDD* ou *Le Parisien* dans leur couverture de la réforme des retraites, ils partagent, dans leur immense majorité, une ligne éditoriale selon laquelle la réforme est « nécessaire ». Dès lors, le leitmotiv est le suivant : « quelle est la bonne méthode pour que la réforme passe ? »

Avant le 11 décembre et l'intervention du Premier ministre qui en présente les grandes lignes, les éditorialistes y sont ainsi tous allés de leurs conseils pour « éviter l'affrontement ». À l'instar de Laurent Joffrin dans *Libération* (5 déc.), qui nous fait part de son scénario rêvé pour la négociation : « *Le gouvernement chausse non les bottes de Juppé mais les baskets de la souplesse. Il annonce qu'il remet à plus tard le débat sur l'âge de départ ; il ouvre une négociation par branche pour amortir le choc de la transition ; il donne des garanties aux fonctionnaires pour qu'ils ne pâtissent pas trop de la réforme. Du coup, la CFDT peut rentrer dans le jeu, les victimes du système à points peuvent espérer limiter les dégâts, chacun comprend que le compromis vaut mieux que le tout ou rien.* »

Le couplet est identique dans *Les Échos* du même jour : « *Toutes les modalités sont sur la table, les transitions sont négociables au cas par cas. Des étapes*



doivent être engagées dès maintenant pour rendre le processus irréversible. » Pour *Le Parisien*, si le gouvernement « *tient à mener à bien cette réforme, il lui faudra sûrement faire quelques concessions.* »

Et dès le lendemain de la mobilisation du 5 décembre, *Le Figaro* s'inquiète : « *Faute de méthode, ce gouvernement n'échappe pas à la règle.* » Tandis que l'on s'enthousiasme dans les colonnes des *Échos* : « *Le gouvernement a encore toutes ses cartes en main.* » Tout est donc une question de méthode ! Et les médias s'interrogent en chœur : que doit faire le gouvernement ?



Mais durant les jours suivants, la panique gagne dans la presse.

Pour Paul Quinio de *Libération* (8 déc.): « Que le chef de l'État canne devant les syndicats et il en sera fini de son mandat. » Mais l'éditorialiste se veut rassurant: « Reste la voie du compromis. » *Le Parisien* conseille alors à Macron d'« assouplir sa réforme pour la sauver » (9 déc.). *Le Figaro* l'encourage à « livrer bataille », à « convaincre et tenir face à la colère ». Pour Cécile Cornuder, des *Échos*, « le Premier ministre n'a d'autre choix que de temporiser sur le seul aspect de la réforme qui lui tient vraiment à cœur, l'équilibre budgétaire ». (9 déc.)

Enfin, dans *Le Parisien*, on dramatise un tantinet: « S'il échoue, le président de la République perdra certes la confiance de ceux qui comptaient sur lui pour transformer le pays, donc une grande partie de son crédit politique. Mais la première victime d'un abandon pur et simple du projet serait la France elle-même, celle des générations futures. » Rien de moins...

FAIRE DES CONCESSIONS?

On le comprend, la réforme du gouvernement sur les retraites doit passer. Coûte que coûte. Quitte à faire quelques concessions... Dans le *JDD*, Hervé Gattegno explique que « s'il veut que sa réforme aboutisse, [Macron] doit aussi compter sur les syndicats, et pour cela, les traiter en partenaires, non en adversaires ». (29 déc.) Faire des concessions, donc. Là encore, les médias, comme *L'Express* par exemple, sauront conseiller le gouvernement:



Comme nous l'avons maintes fois constaté², pour la plupart des « grands » titres de presse, si la réforme est indispensable et puisqu'il n'existe pas



“La première victime d'un abandon pur et simple du projet serait la France elle-même, celle des générations futures”

d'autre réforme que la réforme, seule importe la « méthode ». À ce titre, l'éditorial de Sylvain Courage dans *L'Obs* (6 déc.) est un condensé de l'orthodoxie médiatique: « Si une ouverture se produit la semaine prochaine, décembre 2019 pourrait se révéler le symétrique inversé de décembre 1995. Et même en constituer la revanche! [...] Il y a presque vingt-cinq ans de cela, on leur [aux cheminots] avait prêté la vertu de faire grève “par procuration” pour le compte d'une majorité de Français. Cet hiver, leurs intangibles régimes de retraite, dont le maintien coûte 8 milliards d'euros par an à la collectivité, pourraient aussi bien tomber par condamnation d'une majorité de nos concitoyens. En quête d'un trophée de réformateur, Emmanuel Macron s'en contenterait assurément. 2019 démentirait 1995. »

Mais il arrive que la réalité douche les rêveries des éditocrates... Car malgré le feu roulant médiatique contre les grévistes, et les conseils des stratèges médiatiques, les mobilisations – et le soutien dont elles font l'objet – n'ont, à l'heure où nous écrivons ces lignes, pas faibli. ■

2. Voir en particulier Henri Maler et Mathias Reymond pour Acrimed, *Médias et mobilisations sociales*, Paris, Syllepse, 2007.

VIOLENCES MÉDIATIQUES CONTRE LES GRÉVISTES

« Cette fois, ça y est Nicolas [Beytout], nous y sommes: le mur du 5 décembre est là, devant nous. » Au matin du premier jour de mobilisation, Matthieu Belliard pointe un iceberg du haut de la vigie d'Europe 1. Depuis, intervieweurs et éditorialistes n'ont qu'un mot d'ordre à la bouche: « Haro sur les grévistes! »

Sur Europe 1, les journalistes avaient pourtant tout fait pour se rassurer au soir du 5 décembre: « On est très loin du raz-de-marée [...]! Le mur infranchissable qu'on avait annoncé, il est fissuré [...]. Les syndicats pourront se targuer d'une grève suivie, de cortèges bien remplis, mais c'est insuffisant pour que le gouvernement plie », déclarait Charles Villeneuve dans

« Le grand journal du soir ». Une sérénité de façade toutefois, qui ne saurait brouiller l'agacement voire la panique des éditorialistes, toujours plus mobilisés pour défendre « la réforme » et virulents à l'égard de ses opposants. Dans *Le Point* (13 déc.), Franz-Olivier Giesbert a bien saisi le problème: le projet est trop juste et trop égalitaire:

« La tragédie s'est nouée quand le gouvernement a eu la fâcheuse idée d'introduire de l'équité et de la justice sociale dans sa réforme en intégrant les petits, les oubliés, comme les femmes ou les ouvriers agricoles, métier pénible s'il en est, qui n'ont droit qu'à une pension de quelques centaines d'euros. Non mais de quoi se mêle-t-il? Il n'est de damné de la terre que cégétiste ou, ajouterait M. Plenel, islamiste. » Tout en subtilité...

À « C dans l'air » (France 5, 14 déc.) également, une légère crispation s'installe en plateau:

— Animateur: *Tous les salariés viennent travailler et pardon, mais on est parké comme du bétail! Et ce sont des scènes quotidiennes! C'est le matin et le soir! [...]*

— Dominique Seux: *Les sondages qui évoquent un soutien sont-ils vraiment sérieux et pertinents? [...] C'est indigne! Aucune des réformes des retraites dans les pays comparables ne se passe de cette manière!*

Des indignations¹ qui n'ont d'égal que l'enthousiasme avec lequel ces mêmes éditorialistes accueillent le discours d'Édouard Philippe le 11 décembre. « Discours très accessible » selon Alain Duhamel (BFM-TV), qui s'empresse de vanter le « gaullisme social » du Premier ministre et son « projet extraordinairement audacieux ». Un « projet social, un changement de société », ose-t-il, avant d'affirmer que Philippe a « cherché à apaiser avec méthode », dans un « un mélange d'audace et de précaution ». Le lendemain, son confrère expert ès économie Nicolas Doze surjoue l'enthousiasme, quitte à passer pour un mauvais acteur:

— *Il y a plein de choses à garder! Alors faut partir du principe que ce que dit le Premier ministre est fiable et que ce qu'on met dans une loi, on le respecte. Si on dit [Nicolas Doze hurle en grimaçant]: "Il ment!", voilà... Mais si on regarde avec un peu de sérénité, les avancées sont légion. — C'est fantastique pour les jobs précaires!*

**“Les sondages
qui évoquent un
soutien sont-ils
vraiment sérieux?”**

1. Voir également, sur le site d'Acrimed, le montage vidéo sur les interrogatoires médiatiques auxquels sont soumis les opposants à la réforme.

— Pour un agriculteur, c'est une révolution! C'est quand même une vraie avancée!

— C'est quand même assez raisonnable comme rythme [d'application], c'est pas un truc fait à l'arrache.

— C'est pas peanuts ce genre de trucs. Mais les syndicats l'ont pas vu ça, si?

Les autres « experts » et éditorialistes ne sont évidemment pas en reste. Sur Twitter le 11 décembre, le commentateur multicarte Nicolas Bouzou² se prend pour un député LREM en charge de la réforme: « Force est de constater [que la réforme] est redistributive: les perdants sont les hauts revenus, les gagnants sont les précaires. C'est une réforme de gauche! Mais pour dire cela, il faut savoir lire et être honnête. »

Le même jour, Jean-Michel Apathie félicite à son tour le Premier ministre, qui a selon lui « expliqué sa position avec une certaine hauteur. Son ton est conciliant. » D'où le ralliement à la mobilisation du 17 décembre de la CFDT, le plus conciliant des syndicats! Sur RTL, le visionnaire François Lenglet a lui aussi aperçu de vastes ouvertures: « La vague de contestations après les annonces d'Édouard Philippe sont d'autant plus étonnantes qu'il y a eu des concessions significatives de la part du gouvernement. » (12 déc.)

Un peu plus tôt sur la même chaîne, Alain Minc et Yves Calvi, deux vieux routiers du néolibéralisme, communiaient dans la défense de la réforme, malgré de vives inquiétudes (stratégiques) exprimées concernant les annonces d'un âge pivot: « Personne ne souhaite davantage que moi le succès d'Emmanuel Macron, et c'est pour ça que ce matin, je suis tout tourné », affirme Alain Minc, agacé de voir la CFDT se rallier à la mobilisation. Et sur le fond du discours d'Édouard Philippe, rien à redire: un « discours absolument remarquable pour expliquer pourquoi le système universel est à long terme un bon système », avance-t-il, avant d'en rajouter trois couches: « C'est adapté à la modernité, dans un monde où chacun peut changer dans sa vie plusieurs fois de job, devenir auto-entrepreneur; dans un monde virevoltant, c'est une très bonne réforme. »

Plus tard dans la journée... toujours sur la même chaîne, Olivier Mazerolle recopie Alain Minc: « Le Premier ministre a prononcé un bon discours, il a donné une interview impeccable sur TF1, susceptible de lui attirer les bonnes grâces d'une bonne partie des Français. » Comme la plupart de ses confrères, l'éditorialiste déplore seulement un manque de tact et une stratégie trop frontale: « Mais il a raté son effet en plantant cette banderille inutile dans le dos de syndicats réfor-

mistes. [...] Il lui suffisait d'ajouter deux choses pour briser le front syndical. » Car tel est l'horizon souhaité par la quasi-totalité des éditorialistes.

« Est-ce que ça va calmer les Français? » se demande à son tour Christophe Barbier (11 déc.) avant de se répondre à lui-même: « Oui, ça va rassurer automatiquement tous ceux qui sont nés avant 1975, c'est-à-dire à la louche, environ 30 millions de gens, 12 millions de retraités, 18 millions d'actifs, ceux-là ils vont se dire "Ouf, ce n'est pas pour moi" et ils n'auront plus de raison d'être en colère. » En ce mois de décembre, celui qui assurait mordicus que Jean-Paul Delevoye allait rester au gouvernement – quelques heures avant la démission de ce dernier³ – est décidément en pleine crise de voyance.

Et l'on peut dire que l'éditocratie est réglée comme un coucou suisse. Le 19 décembre, au sortir du second discours d'Édouard Philippe, les mêmes étaient dans les starting-blocks pour de nouveau saluer une prise de parole « très habile » (Alain Duhamel, BFM-TV): « Comment Philippe fait bouger les lignes », titre *Le Parisien* en Une le lendemain, en écho aux échanges entre Alexandra Bensaïd et Julian Bugier, qui accompagnaient, dans le 20h de France 2, le discours du Premier ministre: — Julian Bugier: *On l'a vu, le gouvernement consent à des gestes: est-ce que les lignes sont en train de bouger? "Enfin!", j'allais dire.*

— Alexandra Bensaïd: *Oui, elles sont en train de bouger. On n'a peut-être pas eu des gestes forts mais en tout cas, on a eu des gestes suffisants pour que l'Unsa appelle à une pause pendant cette période de Noël.*

Au même moment, sur TF1, c'est la même chanson: — Gilles Bouleau: *Bonsoir mon cher François, nous avons besoin de vos lumières ce soir. [...] Le gouvernement et Édouard Philippe ont-ils ou pas lâché du lest de manière significative?*

— François Lenglet: *Oui, c'est incontestable. [...] Ça ouvre la porte à un compromis au début de l'année. On aura eu la grève, la présentation du projet, et puis les discussions. C'est un ordre un peu baroque, c'est le dialogue social à la française. Mais on entre maintenant dans la phase la plus intéressante, celle des discussions.*

Sur BFM-TV, Emmanuel Lechypre salue à son tour des « avancées majeures », adoubé par tous les journalistes en plateau, ce qui laisse le champ libre à Éric Brunet pour tancer une députée LREM: « Est-ce que vous n'avez déjà pas fait trop de concessions? [On va avoir] une petite réformette qui ne va finalement pas changer grand-chose au système de retraite? »

Misère du pluralisme... Tant et si bien que la posture de la quasi-totalité des éditorialistes du PAF peut être résumée par la déclaration de Jean-Claude

“Moi, je suis défenseur de la réforme” J.-C. Dassier (et l'éditocratie unanime)

2. Selon Wikipedia, Nicolas Bouzou est « contributeur régulier pour *Le Figaro*, *Les Échos*, *le Financial Times* (Royaume-Uni) et *Le Temps* (Genève), éditorialiste à *L'Express* » et « intervient régulièrement dans les émissions “C dans l'air” sur France 5, “28 minutes” sur Arte, “24H Pujadas” sur LCI, “L'Info du vrai” sur Canal+, “19H Ruth Elkrief” sur BFM-TV, “Les décodeurs de l'éco” sur BFM-Business, sur Radio Classique dans “Accords/Désaccords” avec Guillaume Durand. »

3. Voir notre article p. 19-20.

Dossier: « *Moi, je suis défenseur de la réforme* » (CNews, 16 déc.) ou par celle de Sonia Mabrouk: « *Il est urgent de faire appel au bon sens des Français, pour qu'ils réalisent notamment que des réformes de fond, comme celle des retraites, sont nécessaires et même indispensables.* » (FigaroVox, 12 déc.)

HARO SUR LES GRÉVISTES ET LES MANIFESTANTS

Après le service après-vente de la « réforme » vient la seconde salve: la dénonciation des grèves et des syndicats qui ne veulent pas céder. Le 21 décembre, Jean-Michel Apathie prend à partie la CGT-Cheminots qui annonçait une « guerre totale » avec le gouvernement: « *Comme discours coupé des réalités, difficile de faire mieux* », ose l'éditocrate. Sur BFM-TV, alors qu'Éric Brunet cogne sans discontinuer sur le « fameux soft-power de la CGT », Emmanuel Lechypre siffle quant à lui la fin de la récré: « *La CGT est à l'écart de [toutes ces avancées] parce que la CGT, elle est hors système en fait. Dire "on va abandonner cette réforme", ça sert à rien puisqu'en fait, ce n'est pas ce que veut Édouard Philippe. Là où la CGT est très mal en point, c'est que c'est quand même un nouveau combat perdu pour Philippe Martinez.* »

« L'économiste » l'a dit: c'est fini. Pourquoi? Au tour du « philosophe » de l'expliquer: « *Grâce à la grève, on assiste à la dégradation définitive dans l'opinion publique d'un syndicat totalitaire, la CGT, qui suspend la liberté d'un pays entier (comme la liberté de la presse) à la seule acceptation de ses demandes. Et qui appelle ça "dialogue".* » (Raphaël Enthoven, Twitter, 17 déc.)

Et ce n'est là qu'un extrait du long poème écrit par le petit Raphaël, dont nous citons encore quelques vers: « *Cette grève absurde contre une réforme imparfaite mais indispensable, n'a pourtant pas que des mauvais côtés. Grâce à la grève, on peut faire ses courses sur Amazon et jouir de la fiabilité de son service de livraison. [...] Grâce à la grève, les vendeurs sont sympas [et] vous accueillent désormais en ami véritable dans le magasin dont ils sont fiers de vous montrer les trésors. Grâce à la grève, les gilets jaunes ont emboîté le pas des syndicats. Ce qui est mieux que l'inverse. Car les gilets jaunes sont un arbre sans tronc. [...] Grâce à la grève, le langage évolue. Et, de "briseur de grèves" on est passé à "suceur de bites". On n'arrête pas le progrès.* »

À se demander si le philosophe médiatique n'a pas fait ses classes chez un autre maître de la pensée antisyndicale (spécialité CGT) sévissant dans les colonnes du *Point*. Dès fin novembre, Franz-Olivier Giesbert tapait ainsi sur Philippe Martinez, incarnation de « cette France [...] crypto-frontiste, ultra-individualiste, nourrie à la pensée magique, qui nous raconte tout à l'envers, les travailleurs les plus protégés étant toujours présentés comme les grandes victimes du système ». (29 nov.)

Deux semaines plus tard, après avoir tablé sur un classique en fustigeant des « syndicats à la ramasse », FOG s'échauffait de nouveau: « *Tous les gogos du pays, ce qui fait beaucoup de monde, se sont mis en rang derrière la CGT.* » Avant de monter en pression: « *Le pays est retombé au stade anal de la régression idéologique, au point qu'on peut se demander si nous ne sommes pas revenus aujourd'hui au temps du communisme.* » Et de fustiger, dans sa bouffée délirante, les « braillards, conchieurs, coquefredouilles, marchands de balivernes » gavés au « misérabilisme victimaire » et au « socialisme des imbéciles ». Avant de conclure, navré: « *Le président avait parié sur la maturité, le bon sens et l'esprit de justice des Français. Quelle erreur! [...] L'immobilisme est le premier parti de France.* » (13 déc.) Le même jour, FOG était présent sur le plateau de LCI pour livrer en direct, au bord de la crise d'apoplexie, son pénible plaidoyer: « *[La France] est champion [ne] du monde de la grève! [...] Pourquoi on a 118 jours de grève alors qu'on a un système social beaucoup plus avancé que dans la plupart des autres*

pays? [...] Comment c'est possible? Pourquoi? Pourquoi on fait grève tout le temps? Pourquoi? [...] La Grande-Bretagne c'est 21, et nous 118. Record du monde! »

Jean-Michel Apathie se fâche lui aussi tout rouge face aux coupures d'électricité de la CGT: « *Donc l'électricité appartient à la CGT de RTE qui la coupe quand ça lui chante, parce que c'est la Révolution et parce que c'est son bon plaisir. Le service public est entre de bonnes mains.* » (17 déc.) Avant d'enfoncer le clou le lendemain: « *Le droit de grève est constitutionnel. Les coupures d'électricité, pas*

encore. » Et le surlendemain: « *Quand un conducteur de train fait grève, il ne ferme pas la locomotive à clé, il ne l'empêche pas de rouler. En coupant l'électricité, les grévistes de la CGT kidnappent l'électricité qui ne leur appartient pas. Indéfendable.* » La fameuse prise en otages des volts.

L'éditocrate n'en reste pas là, et poursuit le 21 décembre: « *Coupures d'électricité à Agen et Castres aujourd'hui, revendiquée par la CGT Énergie au nom de lutte des prolétaires pour le maintien des régimes spéciaux dans les entreprises publiques. Étonnant, non?* » La pilule ne passe décidément pas: sur LCI le 19 décembre, Apathie crachait encore sur cette « fuite en avant » de la CGT et sur son « gauchisme », ses raisonnements « absolument pas acceptables », et sur un acte que l'édito-

“Il est urgent de faire appel au bon sens des Français, pour qu'ils réalisent notamment que des réformes de fond, comme celle des retraites, sont nécessaires et même indispensables”
Sonia Mabrouk

crate dénonce comme « *illégal, irresponsable* ». De nouveau le 21 décembre, dans « C l'hebdo » (France 5), il se félicite que « *la direction de la SNCF [soit] décidée à poursuivre les responsables en justice* » avant de répéter au moins cinq fois combien les coupures d'électricité sont « *illégitimes* » parce que la morale capitaliste est claire: il n'est « *pas légitime qu'un salarié dégrade l'outil de travail* ». Merci Jean-Michel.

Rappels à l'ordre, distribution des bons et mauvais points, surexposition d'actions prêtant – du point de vue des éditorialistes – à polémique, sommations à condamner ces actes jugés « *justqu'au-boutistes* » et « *illégitimes* », culpabilisation pour Noël, etc⁴. Les mêmes mécanismes sont à l'œuvre sur les plateaux. Et le cadrage est simple: haro sur les syndicats défendant le retrait! Haro sur les coupables d'un « *cirque à durée indéterminée* » (Nicolas Beytout, 5 déc.)! Haro sur les « *surenchères de Sud Rail* » et « *l'ultimatum de la CGT [...] insupportable, odieux même* » (Dominique de Montvalon, 16 déc.)! Haro sur les récalcitrants: « *Mais rien a priori, Philippe Martinez ne veut rien entendre. Rien ne peut lui faire entendre raison [...], rien ne trouve raison à ses oreilles. [...] Il y a des choses qui ont été proposées par le gouvernement [...], des garanties qui ont été apportées par le gouvernement, mais rien, nada, il ne veut rien entendre.* » (Nathalie Lévy, Europe 1, 9 déc.)

Et chez les éditocrates les plus radicaux, même les syndicats « *réformistes* » en prennent pour leur grade: « *Laurent Berger, le leader du syndicat réformiste, qualifie l'équilibre financier d'intrus, oubliant que la première injustice d'une réforme des retraites, c'est quand elle n'est pas financée. [...] On doit à la CFDT la réforme des 35 heures, qui a tout de même fichu en l'air notre industrie!* » (Catherine Nay, Europe 1, 7 déc.) À l'inverse, Édouard Philippe, « *lui, il est ouvert à la discussion. Universalité oui, brutalité non, dit-il. Comprenez, le gouvernement va prendre son temps, le dialogue se poursuit. Il a énuméré les pistes de compromis.* »

Même son de cloche à « C à vous » (France 5). On y montre des vidéos où des grévistes prennent à partie des non-grévistes, et Patrick Cohen en tire aussitôt des généralités: ces vidéos « *posent la question de savoir si la grève est librement consentie à la SNCF, à la RATP et dans d'autres entreprises publiques* ». Et d'enchaîner, face à Laurent Brun (CGT-Cheminots):

— Anne-Élisabeth Lemoine: *Ça s'appelle "discuter" poser des revendications?*

— Patrick Cohen: *Vous pensez que votre légitimité est plus forte que celle d'Emmanuel Macron qui avait inscrit cette réforme-là dans son programme?*

Tous les craignent et le répètent: le pays serait « *ir-ré-for-ma-ble* ». Égoïste, la population serait

FINI, LE JOURNALISME ENGAGÉ. VOICI VENIR LE TEMPS DE L'ÉDITORIALISME ENRAGÉ



ainsi, et par principe, opposée aux « *réformes* ». C'est le triste constat que partagent tous les journalistes sur le plateau des « *Informés* » (France Info, 9 déc.). À commencer par Roselyne Febvre, cheffe du service politique de France 24: « *Le corps social se radicalise. Dans le fond, chacun se demande "et moi combien je vais avoir", et il n'y a plus de solidarité. Alors que ce qu'avait expliqué Emmanuel Macron dans son livre, c'était remettre de la solidarité, remettre de la justice, et remettre de la crédibilité vis-à-vis des jeunes qui pensaient qu'ils n'auraient pas de retraite. [...] Pour les Français réforme = recul = régression = entourloupe = arnaque.* » Suivie de près par Henri Vernet, rédacteur en chef adjoint du *Parisien*: « *Aujourd'hui on a le sentiment que toute réforme, c'est un retour en arrière, c'est avoir moins que plus: c'est quand même absolument fantastique! [...] En France on a désormais ancré cette peur de la réforme quelle qu'elle soit!* » ... Et par Sophie de Menthon: « *Aujourd'hui, c'est moi d'abord. On veut réformer tout, sauf pour soi-même. [...] Ce qu'ils veulent en fait, c'est de l'autorité.* »

Pluralisme, quand tu nous tiens! Difficile de ne pas sourire quand, la veille sur LCI (8 déc.), François Lenglet affirmait: « *Dans ce bazar qu'est la France ces jours-ci, on n'entend pas beaucoup l'opposition de droite.* »

Malléables à merci, les manifestants sont ainsi tour à tour des récalcitrants et des idiots qu'il s'agirait

4. Et quand ils ne le disent pas, ils le dessinent – voir le dessin de Xavier Gorce sur son blog du *Monde* (11 déc.), où l'un de ses manchots s'exclame: « *Formons la convergence des luttes pour mes avantages...* »

de raisonner. Au 20h de France 2, Alexandra Bensaïd est formelle (5 déc.): « *Legouvernement doit rassurer ceux qui se croient perdants, à tort dit-il. Ça c'est l'exemple des enseignants, on vient de le voir, ils ne croient pas, ils doutent des promesses sur leurs rémunérations. [...] Au fond, le souci, c'est que chaque Français s' imagine perdant et cette angoisse, elle vient d'un flou.* »

“Il y a un “gilet-jaunisme” de l’opinion. C’est-à-dire qu’on est prêt à râler, à avoir peur, parce que c’est la peur qui dictent leurs réactions”

De même que Catherine Nay, deux jours plus tard sur Europe 1 (7 déc.): « *Là, les gens ont peur. Car dans le fond, on leur dit que c’est le grand régime de la justice sociale, et ils ne savent pas, ils ont peur d’être impactés, que ça soit moins bien pour eux avant qu’après. Donc, ça a été plutôt mal expliqué. [...] Jean-Paul Delevoye a fait beaucoup de réunions, mais il est plutôt sur un ton philosophique.* »

La même « philosophie », sans doute, qui l’a conduit à dissimuler ses conflits d’intérêts avec le secteur de l’assurance ? Et les politologues de salon de s’inquiéter du « jaunissement des commentaires » des opposants, selon Alain Duhamel, précédé par Catherine Nay: « *Ily a un “gilet-jaunisme” de l’opinion. C’est-à-dire qu’on est prêt à râler, à avoir peur, parce que c’est la peur qui dictent leurs réactions.* » Pascal Perrineau: « *Absolument.* »

Ne manquait plus que la psychologisation des manifestants. François-Guillaume Lorrain (*Le Point*, 12 déc.) compare les contestataires – qualifiés tour à tour de « citoyens enfants » et de « patients français » – à des dépressifs. « *La contestation de la réforme des retraites confirme notre propension au psychodrame* », affirme-t-il avant de poser la question: « *La France dépressive ? Maniaco-dépressive, plutôt.* » Et le médecin de poser son diagnostic: « *Perte de légitimité de l’autorité, cette instance fixe et stable, effacement du refoulement, carence du désir, incapacité à supporter l’insatisfaction, font le lit d’une société infantilisée où l’envie a pris le pas sur le désir, où la religion égalitariste a triomphé et où le citoyen est devenu un “pervers généralisé”, ne vivant plus les relations que sur le mode de l’usage.* » N’en jetez plus...

TENIR LE CAP: AU CHEVET DE MACRON

Au chevet d’Emmanuel Macron, les éditorialistes n’en finissent pas de discuter de la méthode pour faire passer la pilule. Car une fois de plus, il n’y a pas l’ombre d’une divergence sur le fond: « *le retrait du projet est inenvisageable* » (Nicolas Beytout, Europe 1, 11 déc.). Tous ou presque s’accordent à dire que « l’âge pivot »

aurait pu attendre, et cherchent des sorties de secours. Pour Alain Minc (RTL, 12 déc.), c’est clair: « *On sait que pour sortir de cette grève, il faut casser le front syndical. Pour casser le front syndical, il faut bien trouver des syndicats dont on se rapproche.* » Sur BFM-TV, Alain Duhamel fait chauffer ses méninges: « *Comment décrier le mécanisme de la réforme qui se prépare ? Réforme vis-à-vis de laquelle la majorité des Français est au moins soupçonneuse et dont une nette majorité pense qu’elle se fera.* » (17 déc.)

Florilège de la grande diversité des opinions parmi les éditorialistes:

— Olivier Mazerolle: *Si Emmanuel Macron subit une déroute, imaginons hein, personnellement je n’y crois pas. Mais on ne sait jamais, ça peut arriver, s’il est amené à retirer le projet de réforme, c’est fini. Les deux ans qu’il lui restera à faire à la présidence, il expédiera les affaires courantes. Et à ce moment-là, la France entière n’aura plus qu’une idée en tête: qui va lui succéder en 2022 à l’Élysée ? Bon, est-ce que c’est ça vraiment que les Français veulent ?* (LCI, 1^{er} déc.)

— Nicolas Beytout: *C’est ça qui se joue pour Emmanuel Macron: tenir ou ne pas tenir. Tenir pour sortir de ce cercle vicieux, qui fait que chaque défaite du pouvoir en matière de réforme, rend la France un peu plus irréformable. Irréformable par celui qui cède, pour ses successeurs aussi. Tenir, il faut tenir.* (« C dans l’air », 6 déc.)

— Charles Villeneuve: *Si le gouvernement lâche trop, je pense qu’il se fragilise, il va se fragiliser.* (Gérard Carreyrou répond: « *Si on renonce à cette réforme, on part à vau-l’eau* », Europe 1, 9 déc.)

— Gilles Bornstein: *Tout est mieux pour le gouvernement, n’importe quel recul, n’importe quel aménagement, n’importe quelle avancée, n’importe quelle concession est mieux que retirer la réforme. Parce que retirer la réforme purement et simplement, le gouvernement ne peut pas y survivre et Emmanuel Macron ne peut pas se présenter en 2022 et je ne suis pas sûr qu’il a été élu pour subir le même sort que François Hollande.* (France Info, 9 déc.)

— Christophe Barbier: *Sur la notion d’équilibre financier, le gouvernement ne reculera pas. Notamment parce que l’électorat de droite, c’est l’électorat clé pour Emmanuel Macron et très sensible aux arguments financiers. D’ailleurs Macron et Philippe sont les héros du Figaro depuis 48h. Donc il ne faut pas céder sur l’équilibre.* (BFM-TV, 12 déc.)

— Nathalie Saint-Cricq: *Il y avait une terreur pour Emmanuel Macron, c’était de passer pour quelqu’un qui n’est plus capable de réformer parce qu’on aurait dit “la fin du quinquennat, c’est une grande sieste en attendant 2022”. [...] Globalement il marque des points.* (France 5)

Bref, le cap reste le même qu’au premier jour de décembre: messieurs Macron et Philippe, tenez bon! ■

DROITS VOISINS ET GOOGLE

Très fière d'avoir été le premier pays à adopter la directive européenne sur le droit d'auteur dans le marché unique (en application dès le 24 octobre), la France a tiré un coup pour rien. Le principe était simple: en échange de la reprise par Google d'extraits d'articles de la presse, le moteur de recherche était censé rémunérer les journaux en retour. Mais Google, en réponse, a décidé de « désactiver l'affichage des extraits dans son écosystème que ce soit Google Search, Google Actualités, YouTube... » explique NextInpact. Et peut donc librement ne rien payer. Une stratégie efficace puisque « 26 des 30 plus gros sites ont déjà accepté le "deal" proposé par Google: autoriser les reprises des extraits, gratuitement... »

LUBRIZOL / CHIRAC: ÉCLIPSE MÉDIATIQUE ?

Le décès de Jacques Chirac a-t-il éclipsé l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen ? Pour le savoir, l'INA a mesuré, du jeudi 26 au lundi 30 septembre, les différences de traitement médiatique entre ces deux événements d'ampleur sur les quatre principales chaînes d'information en continu: France Info, BFM-TV, LCI et CNews. Résultat: l'actualité a été écrasée le jeudi 26 septembre par l'annonce du décès de Jacques Chirac, qui domine également sur trois des quatre jours suivants.

ÉRIC ZEMMOUR RECRUTÉ COMME CHRONIQUEUR À CNEWS

Samedi 28 septembre 2019, LCI a diffusé en intégralité un discours d'Éric Zemmour prononcé lors de la « Convention de la droite », un raout rassemblant les partis et mouvances d'extrême droite. Suite à cette diffusion, la direction de LCI a fait un très timide *mea culpa*. Un engagement qui n'a pas empêché CNews d'embaucher Éric Zemmour comme chroniqueur régulier, et à une heure de grande écoute. Imposée et maintenue par le très droitier propriétaire Vincent Bolloré, cette décision a déclenché une vive polémique. Les élus du personnel de CNews ont dénoncé à l'unanimité l'arrivée du polémiste d'extrême droite. Sans succès jusqu'ici.

ALAIN WEILL EMBAUCHE SA FILLE À L'EXPRESS

D'après *Le Canard enchaîné* du 13 novembre, le nouveau propriétaire de l'hebdomadaire *L'Express*, Alain Weill, vient d'embaucher sa propre fille au conseil d'administration du journal. Alice Weill aura donc la tâche de valider la stratégie tout en subtilité de son père: virer la moitié des journalistes et supprimer les rubriques culture et investigation du journal.

GRÈVE À RADIO FRANCE

Une grève a débuté le 25 novembre contre le « Projet 2022 de transformation numérique » imposé par Sibylle Veil, et qui prévoit notamment 299 suppressions de postes, la fermeture de bureaux d'information régionale à Toulouse et Marseille, la réduction des captations de concerts à France Musique, la suppression de la rédaction de FIP. Malgré l'absence d'échos dans les autres médias (et parfois même sur les stations du groupe), la mobilisation s'est poursuivie tout le mois de décembre.

LE PLOMBIER MACRONISTE DE TV MACRON

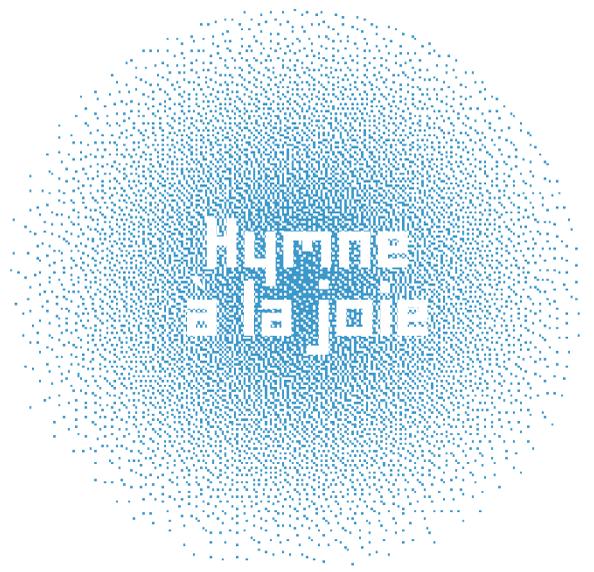
Dans une série de portraits de Français intéressés par la réforme des retraites, France Info a publié fin novembre le témoignage d'Olivier Beurton, présenté comme un simple plombier. Problème: ce dernier, très favorable à la réforme du gouvernement, est en réalité un militant La République en marche. Dans une interview donnée au *Point* en 2016, Olivier Beurton explique son parcours, qui n'a pas grand-chose à voir avec celui d'un artisan lambda: « ancien élève d'HEC, agrégé d'économie, ancien directeur marketing dans de grands groupes ». France Info ou... TV Macron ?

DES SYNDICATS DE POLICE DÉCRÈTENT DORÉNAVANT QUI EST OU N'EST PAS JOURNALISTE

Synergie Officiers cible Gaspard Glanz: « Ce n'est pas un journaliste. C'est un militant radical avec une carte de presse qui multiplie les provocations. » (18 oct.) Le Syndicat indépendant des commissaires de police, pour sa part, « a nommé ciblé cinq journalistes comme étant "les principaux acteurs" d'un "combat anti police nationale", les qualifiant d'"imposteur", de "menteur" ou de "haineux" ». (Bastamag, 10 déc.) Taha Bouhafs, journaliste à *Là-bas* si j'y suis, est quant à lui pris à partie dans un tract d'Alliance Police nationale, intitulé « Taha Bouhafs a la rage », et illustré d'une photo d'un chien enragé. Pendant ce temps, les violences policières contre les journalistes continuent. « Rien que [le] 5 décembre, le collectif Reporters en colère a recensé 24 reporters blessés. » (Bastamag, 10 déc.)

JOURNALISTES EN GRÈVE CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES

Dans *Libération* (23 janv.), des journalistes (*Libération*, *Le Figaro*, *L'Humanité*, *L'Équipe*, *Le Monde*, *Le Parisien*, *Mediapart*, etc.) se déclarent « grévistes et solidaires » de la mobilisation: « Pour protéger les droits qui sont les nôtres et que nous partageons avec la plupart des salariés en France, et pour demander que le système de retraites, s'il doit effectivement être corrigé, le soit dans l'esprit d'une véritable justice sociale et non sous la forme d'une énième réforme néolibérale. » ■



EUROPE 1 EN TENUE DE COMBAT

Tout au long du mois de décembre et au-delà, Europe 1 a sonné la mobilisation générale pour défendre le projet de réforme des retraites du gouvernement, et pour pilonner opposants et grévistes.

Le 7 décembre, dans son émission « Mediapolis », Olivier Duhamel affirme avec assurance que les médias dominants ont tiré les enseignements de 1995 : « *En 1995, tous les médias, les commentateurs encensaient le plan Juppé. Et c'était très, très, très marginal, ceux qui le critiquaient et ceux qui ne critiquaient pas le mouvement. Là, c'est exactement l'inverse [sic]. C'est-à-dire qu'on souligne l'incohérence du gouvernement, l'illisibilité de la réforme, on ne dit pas de mal, on est factuel dans la description du mouvement. [...] Je pense que c'est la prise de conscience dans les élites médiatiques, de la distance révélée entre le haut et le bas, des critiques dont ils étaient l'objet.* » Au comble de l'aveuglement, l'éditocrate récidive le 4 janvier en saluant le « souci d'équilibre » et le « respect de l'exposition des différents points de vue » sur Europe 1, paraphrasé par Sonia Mabrouk, qui célèbre quant à elle « *l'équilibre et l'harmonie* » de la station. Nous leur donnons raison sur un point : à l'antenne de la station d'Arnaud Lagardère, la défense de la réforme et le pilonnage des grévistes rythment une ligne éditoriale à l'unisson, sans qu'aucune fausse note vienne entacher la partition.

Parmi les éditorialistes et animateurs d'Europe 1, pas une voix dissonante ne semble trouver sa place. Au fil des émissions, qu'il s'agisse de la mati-

“Qu'il faille travailler plus longtemps, c'est inévitable, crucial, mathématique même”

nale, de « Mediapolis », du « Grand entretien », du « Grand rendez-vous » ou encore du « Grand journal du soir », le discours est simple comme bonjour : la réforme est inévitable sinon souhaitable ; les cheminots

sont des enragés et prennent en otage les commerçants, « *majorité silencieuse* » dont Europe 1 se fait le porte-parole ; les syndicalistes sont au banc des accusés et les grèves ont des impacts psychologiques graves sur les usagers. Reprenons point par point.

« IL N'Y A PAS D'ALTERNATIVE »

Le respect de « *l'équilibre* » sur Europe 1 se mesure tout d'abord à l'extrême variété des appréciations des « têtes d'affiche » de la station privée quant à la nécessité du projet de réforme gouvernemental. Florilège :

— **Oui, il faudra bien travailler plus longtemps pour éviter l'explosion financière du système.** (Daniel Fortin, 5 juill.)

— **La France compte de plus en plus de retraités, et des retraités qui vivent de plus en plus longtemps. Alors tant mieux, mais ça veut dire, et Édouard Philippe l'a**

redit, qu'il faudra travailler plus longtemps. (Axel de Tarlé, 23 nov.)

— Qu'il faille travailler plus longtemps, comme c'est la règle dans presque tous les pays européens, on le sait, c'est **inévitabile, crucial, mathématique** même. [...] Il va falloir travailler plus longtemps, et le courage politique, c'est de le dire (21 déc.); Même un élève de primaire comprend que maintenant, y aura de moins en moins d'actifs pour assurer la retraite des gens qui vieillissent de plus en plus. Il n'y a qu'une chose, c'est qu'**il faut travailler plus.** (Catherine Nay, 21 déc.)

— [Il faut] reculer progressivement l'âge de la retraite, lentement pour le régime général, plus vite pour les régimes spéciaux. **C'est simple, c'est efficace, et c'est compréhensible** par tous les Français, qui l'ont d'ailleurs déjà expérimenté plusieurs fois (5 déc.); C'est une réforme gagnante pour beaucoup. (Nicolas Beytout, 12 déc.)

— Cette réforme des retraites dont le but central est d'instaurer un régime unique, le même pour tout le monde, sur le papier, **ça devrait plaire tout de même, ça semble assez juste.** (Bernard Poirette, 21 déc.)

— Le système à points trouve des soutiens. [...] Parce qu'un tel système met tout le monde à la même enseigne; parce qu'un tel système n'oublie pas les femmes aux carrières hachées; car un tel système répond aux agriculteurs en souffrance. (Sonia Mabrouk, 18 déc.)

« Il n'y a pas d'alternative », la réforme se fera, et tout le monde le sait. Le mot d'ordre est assené jour et nuit sur les ondes de la radio:

— **On sait qu'[Emmanuel Macron] ne va pas renoncer subitement à sa réforme.** (Hervé Gattegno, 29 déc.)

— **Vous savez très bien qu'[Emmanuel Macron] ne va pas [retirer son projet].** Qu'est-ce que vous attendez de lui, plus rien? [...] **Vous savez très bien que ça n'arrivera pas.** [...] Vous imaginez Emmanuel Macron dire: « Françaises, Français, je retire la réforme des retraites »? (Pierre de Vilno face à Mathilde Panot, LFI, 30 déc.)

— Si demain ou jeudi lors de la réunion multilatérale, Laurent Berger signe avec Édouard Philippe, le front syndical est défait, **vous serez obligés de renoncer.** (Nathalie Lévy face à Yves Veyrier, FO, 17 déc.)

— **Vous avez bien compris que l'exécutif ne flancherait pas, ne retirerait pas son projet.** [...] Le gouvernement ne le retirera pas, vous le savez. Le texte sera présenté en conseil des ministres le 22 janvier. (Damien Fleurot face à Fabien Roussel, PCF, 22 déc.)

“C'est des cagnottes pour continuer encore plus le mouvement? Y a pas de date limite à cette grève?”

— [Philippe Martinez] sait très bien, je pense qu'**il sait très bien** que le projet ne sera pas retiré. (Olivier Duhamel, 21 déc.)

— En demandant purement et simplement le retrait, [Philippe Martinez] **sait** qu'il n'aura pas gain de cause. [...] **Il a perdu.** (Catherine Nay, 21 déc.)

— Je pense que la réforme **va se faire.** Et comme je crois qu'elle est utile et raisonnable, pour moi, c'est une bonne nouvelle. (Hervé Gattegno, 22 déc.)

— Le gouvernement fera **sans doute** passer sa réforme, et une partie de l'opinion publique, singulièrement votre électorat, l'électorat de droite, y verra peut-être la preuve de l'**audace réformatrice** du président. C'est injuste pour Les Républicains, pour la droite, non? (Sonia Mabrouk face à Brice Hortefeux, LR, 8 janv.)

— Vous avez demandé au gouvernement d'appuyer sur le bouton « stop ». Mais le gouvernement, **vous le savez aussi bien que moi,** n'appuiera pas sur le bouton « stop ». Alors, qu'est-ce qu'on fait? (Pierre de Vilno face à Yves Veyrier, 23 déc.)

— Qu'est-ce que vous proposez alors? Ça ne le fait pas! Le problème, c'est que ça ne le fait pas, ça ne fait pas avancer le schmilblick, et y a les fêtes de Noël et le 31 qui arrivent. Qu'est-ce qu'on propose quand on en est là? On est dans le jusqu'au-boutisme pour coincer encore les Français ou on propose les choses pour essayer d'en discuter? (Nathalie Lévy face à Yves Veyrier, 17 déc.)

Et lorsqu'ils doivent apporter la preuve qu'« aucune alternative » n'est possible, les éditeurs d'Europe 1 rivalisent d'arguments pour exclure du périmètre médiatique tout ce qui ne leur semble pas... réaliste (ce qui fait beaucoup de choses).

Ainsi, il ne saurait par exemple être question d'augmenter les cotisations ou de puiser dans le fonds de réserve des retraites, car comme le martèle Nicolas Beytout: « Voilà deux très mauvaises idées » (18 déc.). Un mois plus tôt, son confrère Nicolas Barré appelait déjà à « écarter les solutions brutales [...] (désindexa-



tion des pensions ou hausse des cotisations) » (19 nov.) pour n'en garder qu'une: celle préconisée par le gouvernement (l'âge pivot). Patrick Cohen monte lui aussi la garde quand Laurent Escure (Unsa) suggère une augmentation des cotisations patronales: « *Les entreprises sont pas déjà mises beaucoup à contribution?* » (14 déc.) Même proposition, même traitement pour Yves Veyrier de la part de Nathalie Lévy: « *Ça tue-tuerait l'économie dit-on, notamment Gérard Darmanin, le ministre de l'Économie* » (17 déc.). Taxer les dividendes? Coup de sifflet de Sonia Mabrouk, qui s'abrite derrière les « petits porteurs » pour mieux protéger les intérêts du CAC40: « *Derrière quelques grands patrons, il y a aussi beaucoup de Français qui ont des actions, peut-être vous, et qui touchent ces dividendes. Pourquoi les pénaliser?* » (face à Fabien Roussel, 10 déc.) Coup de sifflet également de Pierre de Vilno lorsque Mathilde Panot tente d'évoquer l'égalité salariale, l'augmentation des salaires ou le recrutement de 100 000 emplois dans le secteur hospitalier et dans le cadre de la « bifurcation écologique »: « *Ce n'est pas un cercle vertueux. [...] Ça ne marche pas comme ça et vous le savez très bien!* » (18 déc.)

Puisque à l'antenne d'Europe 1 animateurs et éditorialistes sont tous d'accord sur le fond, ne reste plus qu'à commenter la « méthode » du gouvernement. Et là encore, ils sont au diapason, qu'il s'agisse de répéter à l'envi que la réforme a été « *mal expliquée* », que le ton est « *quelquefois un peu abscons* » (Catherine Nay, 7 déc.), d'affirmer que « *la gageure pour ce gouvernement, c'est de trouver, enfin, la bonne pédagogie pour sa réforme* » (Bernard Poirette, 4 janv.) ou même de prétendre face à des opposants qu'« *au-delà du fond, c'est la méthode qui vous déplaît* ». (Pierre de Vilno, 27 déc.) Une pensée somme toute admirablement résumée par Hervé Gattegno (29 déc.): « *Ce qu'on peut au moins espérer, c'est qu'Emmanuel Macron [à l'occasion de son allocution du 31 décembre] va s'efforcer d'expliquer clairement, posément, en quoi la réforme est nécessaire, elle l'est.* »

Cette critique circonscrite a pour corollaire la célébration du « dialogue » et de l'« ouverture » dont fait preuve le gouvernement en proposant des concessions pour sortir de la crise. « Concessions » qui deviennent instantanément les cadres imposés lors de nouveaux débats, et vis-à-vis desquels les opposants sont sommés de se prononcer – une nouvelle fois sans pouvoir exposer leurs propres propositions. Quelques exemples:

— **Pourquoi, vous ne parlez jamais, jamais Fabien Roussel, de ceux qui peuvent y gagner:** les agriculteurs, les indépendants, les plus bas salaires, certaines carrières hachées de femmes, pourquoi? [...] Il y aura des compen-



sations demain, des revalorisations demain. **Pourquoi n'attendez-vous pas les annonces pour avoir vraiment une bonne raison de manifester?** (Sonia Mabrouk face à Fabien Roussel, 10 déc.)

— *Je pense ce matin aux mots de la secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie qui a dit que l'âge pivot à 64 ans est belet bien négociable. **Signe que les négociations sont ouvertes, que cette main se tend,*** l'accepterez-vous ou pas, en tout cas, elle existe. (Wendy Bouchard face à Julien Troccaz, Sud Rail, 14 déc.)

— *Mais si ce soir, si demain, s'il y a une meilleure prise en compte encore de la question essentielle de la pénibilité, **difficile de dire qu'il n'y a pas d'avancée!*** (Sonia Mabrouk face à Adrien Quatennens, LFI, 18 déc.)

— *Et dans ce projet de loi, il y aura des mesures liées à la pénibilité dans la fonction publique, au travail de nuit dans la fonction publique, ça sera mieux pris en compte. (Damien Fleurot face à Fabien Roussel, 22 déc.)*

— *Ce matin, le Premier ministre se dit confiant sur un compromis. Même si vous n'êtes pas d'accord avec le projet de retraites, **c'est une position d'ouverture, de dialogue que voilà.*** (Sonia Mabrouk face à Jean-Luc Mélenchon, LFI, 7 janv.)

Mais comme le résume Catherine Nay, point trop n'en faut toutefois en matière de concessions: « *L'exécutif, déguisé en père Noël, ouvre grand les cordons de la bourse, donc de la dette publique. [...] La facture risque d'être salée, mais l'urgence, c'est de ramener le calme n'est-ce pas.* » (7 déc.)

“Les Français qui voyagent en train, les Franciliens qui prennent les transports en commun vous haïssent. Qu'est-ce que vous dites à la France ce matin?”

Sonia Mabrouk s'inquiète également: « Une question qu'on ne pose pas assez: combien ça va nous coûter, combien? [...] Aujourd'hui, c'est une réforme qui devient coûteuse. Et qui va payer? Eh bien, c'est nous tous. » (5 janv.) Point trop n'en faut non plus pour Nicolas Beytout qui se fait ronchon: « Si ça continue, on aura juste remplacé des régimes spéciaux par des régimes particuliers. » (23 déc.) Sans compter l'effet de « contagion des concessions », qui alarment Nicolas Bouzou et Bernard Poirette: « Je ne suis pas sûr que ça calme la rue, parce que toutes les professions vont se dire, ben attendez, les pilotes ont obtenu ça... Pourquoi pas moi?! » (28 déc.)

RIEN N'ARRÊTE LE DISCOURS ANTI-GRÉVISTE

Autre motif récurrent dans la partition d'Europe 1: le recadrage systématique des contestataires pour leur prétendue intransigeance coupable et leur responsabilité dans les « galères ». Il va de soi que certaines actions des grévistes contreviennent aux règles de la contestation fixées par les gardiens de la bienséance médiatique: la grève d'accord... mais à condition qu'elle ne gêne personne! Comme le rappelle sèchement Sonia Mabrouk à Adrien Quatennens: « Personne ne conteste le droit de grève. Là, on parle d'un droit de blocage qui n'existe pas. » (18 déc.) Toujours aux avant-postes, la même Sonia Mabrouk l'expliquera encore plus clairement dans « Mediapolis »: « Juste un mot quand même: ne pas s'habituer à une forme d'illégalité. Parce qu'on est en train de parler de radicalisation pour certains actes: bloquer des raffineries, s'introduire, si ça a été le cas, dans un siège de parti, et d'autres choses. Ce n'est pas un combat social, ce n'est pas un combat démocratique, faudrait pas qu'on s'y habitue. » (4 janv.)

À l'instar de Sonia Mabrouk, les journalistes d'Europe 1 ne manquent pas une occasion de s'ériger en rempart contre la « radicalisation ». Ainsi les coupures de courant de la CGT, en décembre, avaient-elles immédiatement subi les foudres des animateurs d'Europe 1. Un seul exemple, représentatif: le 18 décembre, Matthieu Belliard et Hélène Zélani soumettaient Francis Casanova, délégué CGT au réseau de transport d'électricité, à un court interrogatoire téléphonique.

— Matthieu Belliard: Est-ce que vous pensez, je vous pose la question un peu naïvement, que c'est un bon mode d'action de priver les particuliers de courant? C'est illégal? C'est du sabotage? Dites-nous.

— Hélène Zélani: Sauf que là, vous visez des gens comme vous et moi, qui n'ont rien demandé à personne, et qui se retrouvent sans courant! Il peut y avoir des dangers pour des personnes âgées, des personnes malades!

Cette mise au banc des accusés se retrouve aussi bien dans les interrogatoires musclés des grévistes et opposants que dans les réquisitoires des éditocrates. Et en la matière sur Europe 1, c'est un véritable festival. Ainsi Catherine Nay en appelle-t-elle au gouvernement: « Le droit de grève est sacré dans notre République, mais en ces circonstances, on aimerait tout de même que l'État y pose des limites. » (21 déc.) Le lendemain, Hervé Gattegno prophétise: « Le soutien à la grève va forcément diminuer à mesure qu'il sera évident que ceux qui bloquent ne défendent pas les retraites en général mais les régimes spéciaux de la SNCF et de la RATP. » (22 déc.) Bernard Poirette met les petits plats dans les grands à l'occasion de la réception d'Aurore Bergé, porte-parole de LREM, en dénonçant « l'incurie des syndicats de cheminots ». (15 déc.)

Quant à Sonia Mabrouk, elle n'est pas en reste face au secrétaire national du Parti communiste français: « En ce jour de galère et de grève qui dure, votre objectif, quel est-il Fabien Roussel, la paralysie? » (10 déc.) Concluant ce travail de sape, Damien Fleurot exige le repentir de l'homme politique lors du « Grand rendez-vous », deux semaines plus tard: « Un week-end de pagaille dans les gares aujourd'hui, vous leur présentez des excuses ce matin à ces Français qui sont dans la galère? » (22 déc.) Mais gardons le meilleur pour la fin, en la personne de Pierre de Vilno, face à Yves Veyrier: « Les Français

Est-ce que dans vos consultations, vous avez eu des patients qui sont venus vous voir en disant: "J'en peux plus, je craque, je mets cinq heures aller-retour pour aller bosser, je vais me flinguer"?

qui voyagent en train, les Franciliens qui prennent les transports en commun vous haïssent. Qu'est-ce que vous dites à la France ce matin? » (23 déc.) Une semaine plus tard, face à Mathilde Panot, le même journaliste joue avec les limites du harcèlement:

— Le gouvernement ne cède pas [sur le retrait], les syndicats non plus. Est-ce que c'est responsable d'encourager, comme vous le faites, un tel enlèvement?

— L'opposition en général crie au pourrissement entretenu par le gouvernement, mais en même temps, vous appelez à constituer des cagnottes, pour les grévistes. Est-ce que franchement, c'est la bonne chose à faire en ce moment?

— C'est des cagnottes pour continuer encore plus le mouvement? Y a pas de date limite à cette grève? Ça peut durer quinze jours encore, un mois encore, deux mois encore? Et on tiendra avec la multiplication des cagnottes comme vous le faites?



Sans surprise, Philippe Martinez et la CGT sont des cibles de prédilection. « Avec Martinez, on est dans le camp [...] des Gaulois réfractaires », s’amuse Wendy Bouchard (15 déc.), suivie de près par Yves Thréard : « Martinez a la réputation d’être un très très dur [et] il est à mon avis débordé par une partie de sa base. J’en veux pour preuve que le patron cheminot de la CGT est un type, un garçon rude et violent, qu’est encore plus rude dans le vocabulaire, dans la rhétorique que ne l’est Martinez ! » (21 déc.) Dans « Mediapolis », Catherine Nay fustige encore une « CGT, qui dit non à tout, c’est Monsieur niet », et un Philippe Martinez carriériste, qui, quand « il sort [...] sur le perron de Matignon [...] tient un langage [...] vindicatif, acrimonieux ». (4 janv.) Rejointe, dans la même émission, par Sonia Mabrouk : « [La CGT], ce n’est pas un interlocuteur [...] C’est pas la poupée qui dit non tout le temps, c’est le syndicat qui dit non. » Notons qu’au cours de cette même émission, Sonia Mabrouk fera une déclaration d’anthologie, en affirmant qu’elle « ne donne pas un avis sur les syndicats » !

Le matraquage à l’encontre des grévistes n’a d’égal que la solidarité de circonstance qu’expriment tous les éditorialistes vis-à-vis de toute personne (ou presque...) impactée par la grève. Souci d’informer chevillé au corps, Europe 1 en vient même à se soucier, dans son journal, d’une frange de la population à laquelle la station ne nous avait pas habitués à s’intéresser (4 janv.) : « C’est donc la galère pour les musiciens du métro. [...] Reportage. » Et le journaliste de sillonner

les sous-sols du métro : « “La grève tue les musiciens du métro”, regrette l’un d’entre eux resté à quai. »

Ce soudain intérêt pour les travailleurs conduit Bernard Poirette à inviter le 5 janvier le psychiatre Florian Ferreri, pour l’interroger sur les conséquences psychiques des « galères » de transport¹. Et là, le journaliste pousse le bouchon vraiment très loin : « 32 jours de grève, c’est un record dans l’histoire sociale de la V^e République². Est-ce que vous qui pratiquez au quotidien à l’hôpital Saint-Antoine, est-ce que dans vos consultations, vous avez eu des patients depuis le 5 décembre, et peut-être encore plus depuis ces derniers jours, qui sont venus vous voir en disant : “J’en peux plus, je craque, je mets cinq heures aller-retour pour aller bosser, je vais me flinguer” ? Qu’est-ce que vous avez vu et entendu ? »

Le reste de l’entretien est à l’avenant, Bernard Poirette décrivant en tant que « motard parisien » des scènes d’une « violence redoutable », « à la limite de dégénérer », déplorant les « conditions scandaleuses et très déshumanisantes » de voyage dans les transports. Le reste du temps, non... « Est-ce que psychologiquement, ça a une incidence ? Est-ce qu’on se dit, on ne vaut rien, nous ne sommes rien ? » Avant de verser dans une fiction macabre : « Je rappelle que dans ce pays bienheureux qu’est la France, 10 % des adultes sont qualifiés de dépressifs, [...] que la dépression nerveuse est à l’origine de 40 % des arrêts de travail [...]. Docteur Ferreri, vous avez peut-être revu un vieux film américain d’il y a 30 ans, qui racontait un immense embouteillage à Los Angeles, et Michael Douglas devenant fou furieux parce qu’il est à l’arrêt pendant deux heures, sort un flingue de son coffre et tire dans le tas. Est-ce vous imaginez qu’on puisse en arriver là en France ? Même si les gens ne sont pas armés heureusement. Parce que, quand on met trois heures et demie pour rentrer chez soi après une journée de boulot, on peut devenir violent. »

Voyons les choses du bon côté : la grève aura au moins conduit Europe 1 à s’intéresser à la situation sociale des travailleurs³... Même si c’est parfois... pour mieux les tancer ! Ainsi de Sonia Mabrouk, qui ne manque jamais une occasion de rabrouer les travailleurs jugés inefficaces (face à Jean-Michel Blanquer, 17 déc.) : « Est-ce que vraiment c’est tabou de dire aux enseignants que toute revalorisation s’accompagne d’un effort de productivité ? C’est un gros mot de dire aujourd’hui “productivité”, “efficacité” aux enseignants ? »

LES COMMERÇANTS, « GRANDE CAUSE NATIONALE » D’EUROPE 1

Malgré les innombrables micros tendus aux usagers et commerçants, comme aux représentants

1. S’il avait déjà été reçu sur RTL le 14 décembre pour parler de la même chose, la tonalité était nettement moins anxiogène.

2. Une affirmation inexacte, puisque la grève des mineurs de 1963 était de trente-cinq jours.

3. À ce sujet, Danièle Linhart rappelle dans son article « Pas un jour de plus au travail » paru dans *Le Monde diplomatique* de janvier 2020 que « le cabinet Technologia a publié en 2014 une étude montrant que 3,2 millions de salariés – soit 12 % de la population active – présenteraient un risque de burn-out ».

des deux catégories à l'antenne, Sonia Mabrouk s'indigne le 4 janvier : « *Ilya, et ce n'est pas un mythe, cette France silencieuse, celle qui ne parle pas [...], à qui on ne donne pas suffisamment la parole. [...] Des gens qui se lèvent tôt, les commerçants, les indépendants, les artisans, etc., qui n'ont pas leur parole portée dans les médias, et qui n'en peuvent plus, et qui ne savent pas comment le dire. Et je pense qu'on ne relaie pas suffisamment cette parole-là.* »

Porte-parole autoproclamée de cette catégorie de la population (figée en un seul bloc), la rédaction de la radio privée érige la défense des commerçants et indépendants en grande cause nationale depuis le début du mouvement. À l'instar de Sonia Mabrouk le 18 décembre face à Adrien Quatennens : « *Qui pense, qui pense ce matin à ceux qui sont au bord de l'asphyxie.*

Vous êtes député, vous aurez votre salaire quoi qu'il arrive à la fin du mois. Moi, je suis journaliste, je l'aurai aussi. Mais les commerçants, les artisans, ils cumulent le manque à gagner, ils ne vont pas se faire payer. Qui pense à eux? Qui en parle? Ils ne sont pas dans la rue. Très sincèrement, qui en parle? »

En tout état de cause, Europe 1 en parle à longueur d'antenne, en offrant régulièrement la parole à des représentants patronaux du secteur. Quelques exemples (non exhaustifs) :

— Francis Palombi, président de la Confédération des commerçants de France, reçu par Matthieu Belliard (5 déc.) et Bernard Poirette (14 déc.) ;

— François Asselin, président de la Confédération des petites et moyennes entreprises (6 déc.) ;

— Didier Chenet, président du GNI-Synhorcat, syndicat des hôteliers, restaurateurs et traiteurs en France (13 déc.) ;

— Patrick Vicériat, président de la Fédération des métiers du tourisme et de l'hôtellerie (27 déc.) ;

— Christophe Laure, président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (30 déc.) .

Sans parler des reportages pointant régulièrement les baisses de chiffre d'affaires dans les journaux de la station. À chaque fois, les animateurs font preuve d'une empathie dont ils sont par ailleurs dépourvus vis-à-vis des contestataires et de leurs soutiens. Et quand un représentant du secteur du tourisme conteste les sondages témoignant d'un soutien de la population à la grève, les journalistes sont aux anges : « *Merci d'avoir poussé votre coup*

de gueule, vous êtes dans votre droit. » (Pierre de Vilno face à Patrick Vicériat, 27 déc.)

Le contraste est saisissant avec le ton martial employé face aux contestataires, à qui les « chiens de garde » font porter toute la responsabilité des difficultés des commerçants :

— *Pour que [les artisans et les commerçants] puissent arriver à la retraite, il faut qu'ils puissent travailler maintenant, c'est ce qu'ils vous disent, c'est leur cri de colère et de détresse.* (Sonia Mabrouk face à Adrien Quatennens, 18 déc.)

— *Le témoignage de ce commerçant, ça ne vous touche pas? Ilya énormément de professionnels qui vont perdre de l'argent à cause de la grève; il va y avoir des licenciements, notamment en région parisienne. Qu'est-ce que vous dites à ces gens-là? (id.)*

— *Mais est-ce que ça vous touche avant de dire que c'est la faute du gouvernement?* (Stéphane Dupont puis Michaël Darmon face à Fabien Roussel, 22 déc.)

Partis pris incessants, violence et mépris assumés, suivisme vis-à-vis du gouvernement et disqualification systématique de toute proposition politique alternative... Après plus d'un mois d'observation, le constat est sans appel : celui d'un traitement médiatique à sens unique. Et qui n'a l'air d'inquiéter personne au sein des instances « régulatrices » censées veiller au respect du pluralisme. D'ailleurs, à en croire la tête d'affiche de la station, l'antenne vibre avec « *équilibre et harmonie* », quand Sonia Mabrouk ne prend pas tout simplement les auditeurs pour des imbéciles : « *Nous avons des convictions, moi, sur certains sujets, mais pas sur les sujets politiques ou sociaux.* » (4 janv.) Qu'en serait-il sinon! ■

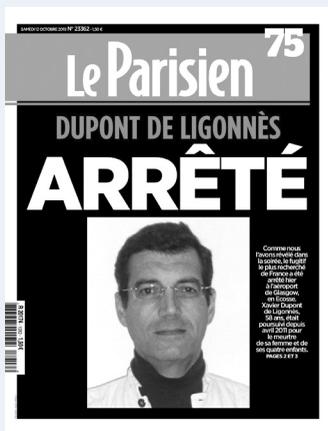
“En 1995, tous les médias, les commentateurs encensaient le plan Juppé. Et c'était très, très, très marginal, ceux qui le critiquaient et ceux qui ne critiquaient pas le mouvement. Là, c'est exactement l'inverse.”

« MÉPRISE »

« Histoire d'une méprise » (*Le Parisien*), « L'énorme méprise » (*L'Union*), « Une méprise inédite » (*Le Courrier de l'Ouest*), « L'incroyable méprise » (*Ouest France*), « La méprise » (*Le Républicain lorrain*)... Ce 13 octobre 2019, les titres des quotidiens se ressemblent... à s'y méprendre! Si l'on y ajoute la « fausse piste » (*La Nouvelle République*), le « mystère » (*Les Dernières Nouvelles d'Alsace*), le « coup de théâtre » (*Le Télégramme*) ou « L'enquête ratée » (*La Dépêche du Midi*), il n'y a guère que *Le Midi libre* à oser titrer « L'erreux » (tout en faisant état, en pages intérieures d'une... « méprise »!)

Une quinzaine de quotidiens ont fait leur titre, ce dimanche-là, sur la fausse arrestation de Xavier Dupont de Ligonès. Ils étaient une dizaine de plus à évoquer, la veille, « l'incroyable fin de cavale » (*Le Courrier de l'Ouest*) ou à titrer simplement « Arrêté » (*Le Parisien*, *Le Midi libre*). « Arrêté »: c'est aussi le titre qu'avait choisi *La Provence*, mais en y ajoutant un point d'interrogation. Et le quotidien de Marseille d'utiliser le mode conditionnel: « *Ce serait un coup de tonnerre [...] aurait été arrêté [...] les enquêteurs restent prudents.* » Preuve que la « méprise » n'avait rien d'inéluctable, et qu'une autre information était possible le 12 octobre...

Les autres médias ne se sont pas embarrassés d'autant de nuances. À l'oubli systématique du conditionnel est venu s'ajouter celui de la citation des sources (LCI), le recours à des explications hasardeuses (France Info affirme qu'il est « difficile de reconnaître » [de Ligonès] – et pour cause! – en précisant qu'il a « certainement grimé son apparence »), voire à la psychologie de comptoir (encore France Info, pour expliquer pourquoi le suspect ne semble pas inquiet à l'aéroport: « *Visiblement, ces huit années de cavale lui auront permis d'acquérir une certaine aisance* »). Non seulement l'information était fautive, mais elle a donné lieu, des heures durant, à des flots de commentaires, d'interprétations, et d'hypothèses en tout genre.



Pareil fiasco aurait dû donner matière à examen de conscience. Certes, les rédactions ont retracé le 13 octobre « la chronologie d'une information erronée » (AFP), « les coulisses d'une fausse piste » (BFM-TV) ou le « récit d'un emballement » (*Le Monde*). Mais pas un mot sur les dysfonctionnements qui conduisent à produire de fausses informations. Pas un mot sur la course au scoop, la prépondérance donnée aux faits divers (pourquoi *Le Parisien* a-t-il choisi de déprogrammer le dossier sur les Kurdes prévu en « une »?), la confiance aveugle dans les sources policières: l'information « est vérifiée puisqu'elle vient de la police », explique même CNews! Pas un mot sur le fonctionnement des chaînes d'info en continu. Pas un mot sur ce que le Syndicat national des journalistes (SNJ) dénonce

comme « une maltraitance de l'information, provoquée par une absence de rigueur et le syndrome du panurgisme ». Non, au contraire: le directeur de France Info se félicite d'« avoir pris toutes les précautions nécessaires dans le traitement de cette affaire ». Juste la faute à pas de chance... Et comme la meilleure défense, c'est l'attaque, certains n'hésitent pas à ruer dans les brancards: « *Faute de coupable dans ce mystérieux dossier, il est question pour certains de condamner la presse dans son ensemble* », fustige le Huffington Post.

Dans cet exercice d'autojustification, l'usage du mot « méprise » ne relève pas du hasard. « *L'essence de la méprise consiste à ne la pas connaître* », affirmait Blaise Pascal. Le Wiktionnaire cite comme premier synonyme le mot « confusion ». Et l'expression « À s'y méprendre » sous-entend que s'il y a une confusion entre deux choses, c'est à cause d'une trop grande ressemblance entre elles. On peut tenter de contrecarrer la tendance à l'erreur, il n'y a pas grand-chose à faire contre « la méprise », qui relève simplement d'un trop-plein de confusion dans l'ordre du réel lui-même. Ou pour le dire autrement: c'est la réalité qui se trompe, pas le journaliste... ■

MAIS OÙ SONT PASSÉS LES MAGAZINES FÉMININS?

Alors que les conséquences de la réforme des retraites pour les femmes sont un des enjeux majeurs du conflit, comment les magazines *Elle* et *Marie-Claire* en ont-ils fait état?

UNE COUVERTURE AU RABAIS

Le premier constat concernant la couverture de la réforme des retraites et de ses conséquences pour les femmes par *Elle* et *Marie-Claire* est la faible importance éditoriale qui lui est accordée: *Elle* y a consacré en tout trois articles dans la publication papier, et trois contenus sur le site; *Marie-Claire* un article sur papier et un article en ligne. *A fortiori*, on ne compte aucune Une, aucun titre de première page ni même aucun dossier spécifique mis en valeur sur

les sites internet des magazines. À bien regarder les couvertures de la presse féminine au cours des mois de décembre et janvier, la conclusion est claire: le mouvement social historique contre la réforme des retraites n'existe pas. Cette impression se confirme lorsque l'on observe, dans le détail, le contenu des publications consacrées au projet gouvernemental.

ELLE: LA QUESTION DES RETRAITES À LA TRAPPE (OU PRESQUE)

Pour *Elle*, sur le site comme dans le magazine papier, on compte donc une interview de Cynthia Fleury (13 déc.), une vidéo de Marlène Schiappa (18 déc.), un article de « décryptage » (19 déc.) et trois articles courts (20 et 27 déc.).

Dans son introduction à l'interview de Cynthia Fleury¹, *Elle* annonce qu'elle apporte des « éléments de réponses » aux « enjeux de cette protestation » et à la « singularité du malaise social en France ». Pourtant, les questions de la rédaction ne portent *jamais* sur le contenu du projet, ni *a fortiori* sur ses impacts potentiels sur les femmes, l'invitée signalant pourtant « que les inégalités économiques se sont renforcées ces dernières décennies ». Ainsi l'ambition initiale était-elle affichée de manière d'autant plus présomptueuse que le format

1. Professeure titulaire de la chaire humanités et santé au Conservatoire national des arts et métiers.



laissé à ce (court) entretien – d’une moitié de page – rendait déjà sa réalisation largement problématique...

Moins d’une semaine plus tard, une interview de Marlène Schiappa est publiée sur le site du magazine (18 déc.). Dans un entretien vidéo, la secrétaire d’État chargée de l’Égalité entre les femmes et les hommes était ainsi invitée à répondre aux interrogations des associations féministes et, plus largement, des opposants à la réforme. Et selon le titre choisit par *Elle*, la ministre *explique*: « Marlène Schiappa explique ce qui va changer pour les femmes ».

L’interview de la philosophe médiatique et celle de la ministre posent la question de la distribution de la parole dans les magazines féminins: il n’est en effet pas venu à l’esprit de la rédaction de *Elle* ni de *Marie-Claire* d’interviewer les femmes investies dans la mobilisation. En particulier, la parole et les revendications des représentantes d’organisations syndicales, pourtant extrêmement actives dans la mobilisation, sont ignorées et totalement invisibilisées. Et ce alors que de nombreuses femmes y occupent des mandats importants, telles Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU, Cécile Gondard-Lalanne, co-porte-parole de l’Union syndicale Solidaires, Marylise Léon, secrétaire générale-adjointe de la CFDT, Pascale Coton, vice-présidente de la CFTC, Catherine Perret, secrétaire confédérale de la CGT, en charge des retraites, Céline Verzeletti, membre du bureau confédéral de la CGT ou encore Sophie Binet, dirigeante de la CGT en charge du droit des femmes...

Les voix critiques au projet de réforme ont cependant la parole dans un article intitulé « Retraites: ce qui pourrait changer pour les femmes, et pourquoi ça pose problème », paru le 19 décembre sur le site. À très juste titre, l’article se propose de questionner l’un des mantras de la communication gouvernementale, selon lequel les femmes seraient « les grandes gagnantes » du nouveau système de retraites. Deux interlocutrices sont sollicitées et diagnostiquent les conséquences en réalité négatives du projet gouvernemental: Rachel Silvera, « économiste, maîtresse de conférences à l’université Paris Nanterre et co-directrice du MAGE (Marché du travail et genre) » ainsi que Christiane Marty, « experte des retraites et membre d’Attac et de la fondation Copernic ». Bien que les deux spécialistes ne soient gratifiées, au total, que de cinq maigres citations dans un article construit sous la forme désormais traditionnelle du « fact-checking », ce dernier pose quelques jalons de compréhension des enjeux.

Sur le site, ces éléments de critique sont cependant immédiatement contrebalancés, au pied de l’article, par l’interview de la ministre publiée la veille.

Comme bien souvent dans les médias dominants², la rédaction choisit ainsi de mettre sur le même plan deux positions contradictoires – chacune relèverait du « point de vue » – dans un équilibre de façade: Marlène Schiappa bénéficie de presque cinq minutes de temps de parole ininterrompu (les questions de la rédaction sont insérées dans la vidéo sous forme de « cartons-texte »), là où les citations et explications des spécialistes se limitent à la portion congrue dans l’article de « décryptage ». Ou comment la pauvreté du journalisme social s’accroît à la faveur de formats réduits et d’un simulacre d’équilibre...

Restent trois articlets au contenu pour le moins anecdotique³. Les deux premiers sont publiés le 20 décembre et s’intitulent « Grève Party » et « Édouard Philippe. L’âge dur ». Le premier aborde, sur le ton de l’humour, les conséquences matérielles de la grève, comparée avec celles de la mobilisation de décembre 1995. Autrement dit, un « marronnier » du traitement des grèves par les grands médias... Au prix d’une enquête approfondie, les révélations sont tout bonnement stupéfiantes: avec le développement du

La parole et les revendications des représentantes d’organisations syndicales sont ignorées et totalement invisibilisées

télétravail, du vélo, de la trottinette et de deux lignes totalement automatisées de métro, « il y a certes toujours des embouteillages hors normes, mais Paris n’est pas bloqué de la porte de Vincennes à la porte Maillot comme à l’époque [de 1995] ». Passionnant. L’angle du second article n’est pas plus original, puisqu’il s’agit d’un portrait « décalé » du Premier ministre. Le troisième article, publié le 27 décembre, se présente comme un « best of des slogans » aperçus sur les pancartes portées parmi les « centaines de milliers [de manifestants] à avoir défilé contre la réforme des retraites ce mois-ci ».

Un bilan quelque peu léger donc, au regard des constats que dressait la directrice de la rédaction, Erin Doherty, dans son éditorial du 27 décembre: « Dans les couloirs de cette rédaction, [le] sujet de discussion [relatif aux] grèves et [aux] galères de transport [revient] avec prégnance⁴. » Force est de constater que cela n’a pas déteint sur l’orientation éditoriale du magazine...

MARIE-CLAIRE, UNE COUVERTURE QUASI-NULLE ET DES RELATIONS TROUBLES AVEC DES ASSUREURS

Dans *Marie-Claire*, le constat est encore moins reluisant. Le premier article publié en ligne date

2. Voir par exemple p. 21.

3. Ces articles sont uniquement disponibles dans la publication papier.

4. Uniquement disponible dans sa version papier.

du 27 novembre, avec un titre au conditionnel : « Réforme des retraites : les mères de famille seraient pénalisées ». La journaliste y reprend une analyse de l'Institut de la protection sociale (IPS), bien plus catégorique, qui « prévoit d'importantes baisses de pension pour les familles avec enfants, et particulièrement les femmes ». Le second article, disponible dans le numéro daté de février 2020 et intitulé « Agir pour l'égalité. Les femmes et l'argent », relève encore que « du côté des retraites, les femmes sont lésées, elles perçoivent 42 % de moins que les hommes pour cause de carrières plus courtes, de carrières moindres, de travail à mi-temps... » Mais il ne manque pas, une nouvelle fois, de prendre des pincettes (« il est encore difficile d'anticiper les effets de la réforme des retraites sur celles des femmes »). Un article publié en lien avec le think tank de Marie-Claire, « Agir pour l'égalité », sur lequel nous allons revenir.

Une couverture à peine minimale, donc. Pourtant, dans un article du 1^{er} mars 2019 au titre évocateur – « La retraite, miroir grossissant des inégalités » –, le mensuel mettait en garde « le gouvernement [qui] s'apprête à mener une réforme des retraites. L'occasion de se rappeler que l'égalité entre les femmes et les hommes a été déclarée grande cause nationale du quinquennat et qu'il serait bon que les travailleuses ne soient pas oubliées. » Une leçon que le mensuel a visiblement oublié de s'appliquer à lui-même...

Si le mensuel a passé à la trappe la question de la réforme des retraites, ce n'est pas le cas du think tank du magazine féminin, intitulé « Agir pour l'égalité ». Lors de son lancement en 2018, Marie-Claire s'enthousiasmait : il s'agissait d'une « première pour un magazine féminin ». Il faut dire que la question des retraites n'est pas sans intérêt pour deux des partenaires de ce think tank, à savoir l'assureur Axa et Natixis, banque membre du « comité scientifique » de l'organisme. Deux entreprises qui ne font pas mystère de leur appétit pour cet énorme marché que représente l'épargne retraite⁵... Hedwige Carré-Fiessinger, directrice commerciale du réseau Patrimoine et Prévoyance d'Axa, le confirme d'ailleurs sans détours lors de la deuxième session du think tank Marie-Claire du 3 décembre consacrée aux « femmes et l'argent » : « Il faut financer les trente-deux années de retraite pendant sa vie active : épargner, investir dans l'immobilier. Ou bien opter pour le tout nouveau Plan épargne retraite créé par la loi Pacte⁶. »

Un recours qui sera surtout ouvert aux femmes à fort pouvoir d'achat (les CSP+), la cible privilégiée de... Marie-Claire. Et la banque Natixis n'est pas en reste, à en croire sa déclaration, offerte en tribune

par le magazine féminin : « Audrey Koenig, directrice générale de Natixis Wealth Management : Le maître-mot c'est l'anticipation. C'est préparer très tôt des systèmes qui vont permettre d'avoir des revenus complémentaires. Donc vous savez qu'il y a des systèmes d'épargne retraite qui ont été mis en place. Un PER, ça peut être un mode d'investissement qui permet en plus de défiscaliser au niveau de l'impôt sur le revenu. C'est diversifier ses investissements, c'est vrai que l'immobilier, c'est ce qu'on appelle le socle d'un patrimoine. »

Le tout sous le haut patronage de Marlène Schiappa, qui vante « le changement de paradigme » de la réforme et termine en faisant la promotion de la « grande consultation pour préparer la loi sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'économie », conclue par une ouverture à destination du magazine : « On invite chacune et chacun à s'exprimer sur ces sujets et on est persuadés que les membres du think tank Marie-Claire pour l'égalité auront énormément de propositions à nous formuler⁷. »

À noter que les liens entre le think tank et la rédaction du mensuel sont patents : ainsi, dans le numéro de février 2020, la vice-présidente et porte-parole du Medef, Dominique Carlac'h, bénéficie d'une longue interview de quatre pages (comme quoi, c'est possible!) à l'occasion du lancement de « l'appel à l'égalité » en juin 2019. Marianne Mairesse, intervieweuse et directrice de la rédaction, est visiblement aussi éblouie que fascinée par son invitée : « Elle est apparue sur la scène de notre think tank Agir pour l'égalité, à l'Unesco, dans sa fonction de vice-présidente et porte-parole du Medef, grande, élégante, fine montre et cheveux bruns brushés. Classique, presque sophistiquée, comme beaucoup de femmes de pouvoir. Elle a pris la parole et là, des mots dissonants, parfois crus, familiers. Elle parlait vraiment. Elle déteste d'ailleurs les adjectifs, va droit au but. » Vous avez dit brosse à reluire ?

La couverture minimaliste offerte par Elle et Marie-Claire ne surprend pas, tant elle ne fait que répéter les travers observés lors du conflit sur les retraites de 2010⁸, la première⁹ puis la seconde « loi travail¹⁰ », ou encore la mobilisation des gilets jaunes¹¹. Il ne faudrait cependant pas s'y résigner, ni renoncer à libérer la presse féminine dominante de ses carcans de classe, consuméristes et sexistes. Une libération qui ne pourra véritablement commencer à devenir réalité que par la mise en débat de propositions à même de transformer en profondeur le secteur des médias. ■

5. Parmi les partenaires on retrouve également, à côté de la Région Ile-de-France, les entreprises WW, Engie, Oui Care, RATP, L'Oréal ou Saleforce. Des ministres sont très régulièrement de la partie lors des différentes sessions organisées : Marlène Schiappa (12 sept. 2018 et 3 déc. 2019), Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (29 juin 2019), Christelle Dubos, secrétaire d'État auprès de la ministre d'État Solidarités et de la Santé (27 mars 2019), Muriel Pénicaud, ministre du Travail (5 nov. 2019). Inutile de dire qu'elles n'y sont pas malmenées.

6. Loi du 22 mai 2019, qui émerveillait Axel de Tarlé le 3 octobre sur Europe 1 : « L'assurance vie n'a plus la cote. [...] c'est pour cela que ce PER pourrait marcher. Le timing est idéal. On vit peut-être une révolution, l'avènement des fonds de pension en France pour financer l'économie du pays et nos retraites individuelles. » Hourrah!

7. Les deux citations précédentes sont extraites de la vidéo de Marie-Claire : « Think tank Agir pour l'égalité : les femmes et l'argent ».

8. Lire, sur le site d'Acrimed, « Retour sur la contre-réforme des retraites : la cause des femmes défendue par Elle? », 16 février 2011.

9. « Dans les magazines féminins, la loi (El Khomri) du silence », 1^{er} juin 2016.

10. « Les "féminins" et les ordonnances : un désintérêt presque total », 24 oct. 2017.

11. « Gilets jaunes : service minimum dans les magazines féminins », 16 avr. 2019.

JOURNALISTE CHERCHE TÉMOIGNAGE CONTRE LA GRÈVE

Comme ce fut le cas lors de précédentes mobilisations sociales, les récentes grèves ont vu se multiplier, sur Twitter, les « appels à témoins » de journalistes en quête d'usagers en détresse. Un procédé qui renouvelle le principe de micro-trottoir à charge contre les grévistes.

Les sujets sur les « galères » ayant littéralement écrasé l'information dédiée aux grèves dans les transports (voir p. 13), il n'est pas étonnant de voir des journalistes courir derrière les témoignages les plus anecdotiques à même de leur fournir, encore et encore, des histoires d'usagers en détresse qui briseront les cœurs. Il faut bien satisfaire l'appétit médiatique pour le *storytelling* sensationnel¹ et les coups d'éclats « télégéniques »... autant que l'obsession des chefs à couvrir à longueur d'antenne les conséquences négatives des grèves.

Et si de très nombreux journalistes ont quadrillé les quais de gare ou le périphérique parisien, d'autres ont fait leur « terrain » en direct... de Twitter. Garantie d'un « gain de temps » considérable et d'un « coût de fabrication » dérisoire, cette pratique répond aux attentes d'une production journalistique *low-cost*, à la chaîne, particulièrement prisée par les vitrines internet des grands médias. Une pratique qui pourrait prêter à sourire si elle ne reflétait pas, en réalité, l'état de délabrement du métier, et qui interroge quant à la perte de sens professionnel pour des « exécutants », jouant, pour certains malgré eux, le jeu de ce « journalisme 2.0 ».

 [redacted]
En réponse à [redacted]
bonjour, je suis journaliste à M6 et je prépare un sujet sur la hausse des accidents avec la grève, je ne peux pas vous contacter par MP... pouvez vous me contacter? [redacted] merci
01:58 - 18 déc. 2019

 [redacted]
Bonjour [redacted], pouvez vous me suivre pour discuter en MP? Je suis journaliste @fbleuhnormandie et je cherche des étudiants comme vous qui cherchent comment ne pas arriver en retard à leurs partiels les jours de grève. Merci!
05:20 - 16 déc. 2019

 [redacted]
@ [redacted] bonjour je suis journaliste à RMC et j'aimerais m'entretenir avec vous au sujet de la grève et des gens qui ne pourront pas fêter Noël en famille. Pourriez vous me contacter en message privé ? merci
05:12 - 19 déc. 2019

 [redacted]
APPEL A TEMOIN / Vous êtes usager des transports à Paris et êtes impacté(e) par la grève ? N'hésitez pas à me suivre pour me contacter en mp !
Merci beaucoup 😊😊
#greve #ratp #metro #snCF #train #transports

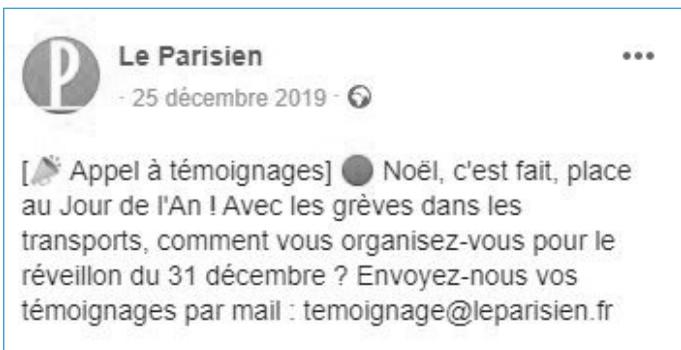
Début décembre encore, une internautes employée dans une start-up, ravie d'afficher sur Twitter qu'elle travaillait malgré la grève, faisait part de son amusement après avoir reçu un message de la rédaction de France 2: « Bonjour, je suis journaliste à France 2 et je cherche à vous joindre au sujet du télétra-

1. Pour une vision plus large du *storytelling*, voir l'ouvrage de Christian Salmon, *Storytelling, La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, La Découverte, 2008.



vail aujourd'hui." En cette journée de grève, alors que je travaillais tranquillement depuis mon salon, je reçois ce message surprise sur Twitter. 2 heures plus tard, l'équipe de France Télévisions débarque chez moi! Je me retrouve devant la caméra pour une interview impromptue. » De l'art de fabriquer l'information...

D'autres fois encore, les médias préfèrent directement mettre à profit leurs communautés de lecteurs toutes entières sur les réseaux sociaux (Facebook en l'occurrence):



On n'arrête pas le progrès. En particulier sur BFM-TV, où ces pratiques confinent à la caricature pour certains journalistes en quête de « tristes nouvelles »... surtout en période de grève et de mobilisation sociale. Ce fut tout particulièrement à l'occasion du droit de retrait des conducteurs SNCF, fin octobre 2019:

19 oct. 2019
La grève SNCF est en train de gâcher le mariage de ma sœur.

20 19 84

Suivre

En réponse à @

Bonjour Monsieur,
Je suis journaliste à @BFMTV. Triste nouvelle pour votre mariage. Je cherche à interviewer des personnes comme-vous, victime de la grève SNCF. Etes-vous disponible pour un appel téléphonique ? Merci beaucoup.

01:39 - 20 oct. 2019

19 oct. 2019
Merci à eux, ils viennent de priver à une grand mère de 70 ans qui a pris ses billets il y a 3 mois, de venir à aux 15 ans de sa petite fille qu'elle n'a pas vu depuis 1 an, pitoyable excuse que celle du droit de retrait

1 1 2

Suivre

En réponse à @SNCF

Bonjour Monsieur,
Je suis journaliste à @BFMTV. Triste nouvelle pour votre grand-mère. Je cherche à interviewer des personnes comme-vous, victime de la grève SNCF. Etes-vous disponible pour un appel téléphonique ? Merci beaucoup.

01:41 - 20 oct. 2019

On touche le fond. Mais le recours à Twitter ne constitue rien de moins qu'un redéploiement de pratiques vieilles comme la profession, celle des appels à témoignages publiés à l'origine dans les colonnes des journaux... et désormais sur les sites des différents médias, comme le montrent les exemples non exhaustifs ci-contre, tirés de France Info (8 et 12 déc.), *20 Minutes* (13 déc. et 6 janv.), *Midi libre* (20 déc.), *La Croix* (14 et 18 déc.), *La Provence* (21 déc.) ou encore *Le Monde* (14 janv.).

Il est entendu que ces appels à témoignages sur les réseaux sociaux ne constituent pas des pratiques problématiques *en elles-mêmes*. Mais elles le deviennent dès lors qu'elles se substituent au reportage de terrain, d'une part, et lorsqu'elles ne servent, d'autre part, qu'à habiller des choix éditoriaux à sens unique et prédéterminés, visant à décrédibiliser la grève et ses acteurs.

Du reste, si d'autres appels ont été passés, pour que des grévistes expliquent leurs motivations par exemple, leurs voix sont restées partout marginales, conformément au déséquilibre du traitement média-

tique dominant ces dernières semaines. De manière plus générale, et à moins de prendre pour acquis ou de se satisfaire d'une fabrique de l'information au rabais, il semble légitime de se poser des questions simples: guetter des témoignages d'usagers derrière un ordinateur constitue-t-il un horizon enviable pour la profession ? et une pratique journalistique souhaitable alors que le pays connaît le mouvement social le plus important – et aux expressions les plus variées – depuis des décennies ? ■

APPEL A TEMOIGNAGES. Vous avez perdu votre emploi à cause de la grève ? Racontez-nous

APPEL A TEMOIGNAGES. Racontez-nous comment vous comptez vous organiser pour Noël si la grève dure

A cause des grèves, vous êtes en télétravail, mais cela commence à vous saouler ? Racontez-nous

VOUS TEMOIGNEZ « 20 Minutes » interroge ses lecteurs, serial télétravailleurs et plus franchement très heureux de l'été.
Delphine Bancaud | Publié le 13/12/19 à 18h36 — Mis à jour le 13/12/19 à 18h46

Grève à la RATP : Déjà le retour du stress à cause du métro ?

VOUS TEMOIGNEZ Un métro sur cinq et seulement entre 8h30 et 9h30, quoi bon... Le repos retrouvé pendant les vacances, déjà ruiné par une première journée à batailler pour aller au travail ? Racontez nous vos galères et vos trucs pour les contourner

MON JOURNAL

Midi Libre

MA VILLE SPORT FAITS DIVERS ACTU ANNONCES CARNETS LOISIRS IMMO

Grève des transports : pas de train pour Noël, apportez-nous votre témoignage

Comment vous préparez-vous à la grève des transports du 5 décembre ?

Appel à témoignages. Le 5 décembre, les syndicats de la SNCF et de la RATP appellent à une grève reconductible contre la réforme des retraites, laissant craindre d'importantes perturbations. Cette grève vous inquiète-t-elle ? Comment vous préparez-vous pour cette journée ? Racontez-nous.
La Croix, le 14/10/2019 à 18:33

Appel à témoins : quelles conséquences pour vous, à la suite de l'annulation de votre train

Trajet rallongé, correspondances ratées, arrivée prévue à l'heure de la bûche... Quelles sont les conséquences pour vous, suite à l'annulation de votre train ? Racontez-nous vos solutions.
La Croix, le 18/10/2019 à 11:40

SAMEDI 21/12/2019 à 11h27 - Mis à jour à 11h26 | TRAFIC EN DIRECT

Appel à témoins - Réforme des retraites : parlez-nous de vos soucis de déplacements

Par La Provence

Vous avez modifié votre mode de déplacement en raison de la grève : allez-vous conserver ces nouvelles habitudes ?

APPEL A TEMOIGNAGE Depuis le 5 décembre, vous avez changé votre mode de déplacement pour vos trajets domicile-travail. Vous avez opté pour le vélo, la trottinette, le covoiturage, la marche... : racontez nous votre expérience.



« Les médias face au mouvement social de la fin 1995 »

Silence n° 205,
juin 1996

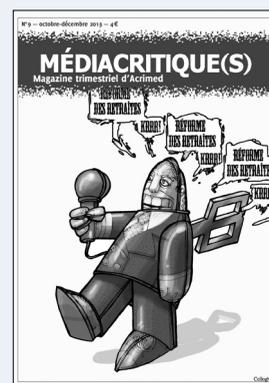
« Selon la plupart des organes de presse, ce conflit était le baroud d'honneur de la France protégée qui défend ses "privilèges" et refuse les "réformes" nécessaires. » En 1996, un article de *Silence* revenait sur le traitement médiatique de la mobilisation contre les « réformes » de la Sécurité sociale et des retraites (il est en accès libre sur le site d'Acrimed). Cette critique, qui n'a pas pris une ride, était aussi au cœur de l'« Appel pour une action démocratique sur le terrain des médias », qui donna naissance à Acrimed en mars 1996 : « *Le mouvement social de novembre et décembre 1995 a donné lieu à des tentatives intolérables d'étouffer la voix des acteurs sociaux (en affectant de leur donner la parole), de dénaturer leurs aspirations, d'effacer leurs propositions en les soumettant au verdict de prétendus experts.* » ■



Médias et mobilisations sociales. La morgue et le mépris ?

Henri Maler et Mathias Raymond
Syllepse, 2007

Du « plan Juppé » en 1995 au « CPE » en 2006, cet ouvrage fait la synthèse d'une dizaine d'années d'observation des mauvais traitements médiatiques infligés aux mouvements sociaux. Chaque fois le même refrain : « *La "réforme" est toujours bonne, mais la "méthode" parfois mauvaise.* » Il faut savoir négocier, et s'inscrire dans un horizon indépassable : la réforme est nécessaire. S'y opposer, c'est faire preuve d'immobilisme, de conservatisme, d'archaïsme. Attention à ne pas dépasser les bornes : le risque de se voir taxé de « grognons », de « preneurs d'otages » et de « fauteurs de troubles » n'est jamais loin. Un discours accordé à des formats médiatiques contraignants, « qui réduisent l'expression des grévistes et des manifestants à celle de leur malaise : simples témoins individuels des mobilisations dont ils sont les acteurs collectifs. [...] Le journalisme d'enquête, quand il existe, [...] est minoré et défiguré ». Cela ne vous rappelle rien ? ■



« Retraites : 20 ans de propagande »

Médiacritique(s) n° 9
Octobre-décembre 2013

Le Médiacritique(s) n° 9 revient sur « 20 ans d'une réforme "urgente, unique, inévitable" ». Extrait : « Les "réformateurs" se succèdent, et le chœur des ténors médiatiques accompagne de son bourdon monotone chaque réforme libérale et anti-sociale : "logique démographique", "urgence de la réforme", "seule solution", "corporatisme et privilèges" de ceux qui refusent de voir leurs revenus amputés et leur vie au travail allongée... La novlangue des éditocrates ne s'enrichit guère et met en musique "la réforme" avec la même entrain et la même insistance. Ils orchestrent le débat, et surtout se posent en gardiens du consensus, selon un schéma qui ne varie guère : alors que les grèves et les manifestations se succèdent, leur répondent les tautologies, les leçons de soumission et de résignation des zéloteurs de "la réforme" ; et lorsqu'ils estiment que les mobilisations qu'ils s'ingénient à présenter comme des faits divers ont assez duré, leurs récriminations se transforment en un mépris dédaigneux lancé à la face des protestataires. » ■

LE PALMARÈS 2019 DES ÉDITOCRATES !

PALME DE L'ANALYSE POLITIQUE

Yves Calvi sur la marche contre l'islamophobie



L'ISLAMISME REMPLACE-T-IL LE MARXISME POUR UNE PARTIE DE LA GAUCHE FRANÇAISE ?

PALME DE L'INDÉPENDANCE

Christophe Barbier sur son président préféré



IL EST INCONTESTABLE QUE LES IDÉES POUR LESQUELLES JE ME SUIS BATTU PENDANT 30 ANS SONT ASSEZ BIEN, PAS TOUTES, REPRÉSENTÉES PAR EMMANUEL MACRON.

ON ME DIT TOUJOURS : « BARBIER VOUS ÊTES MACRONISTE ». MAIS C'EST FAUX, C'EST MACRON QUI EST BARBIÉRISTE !

PALME DE L'ENQUÊTE SOCIALE

Julie Graziani sur une mère célibataire au SMIC



EST-CE QU'ELLE A BIEN TRAVAILLÉ À L'ÉCOLE ?

EST-CE QU'ELLE A SUIVI DES ÉTUDES ?

ET PUIS SI ON EST AU SMIC, IL FAUT PEUT-ÊTRE PAS DIVORCER NON PLUS DANS CES CAS !

PALME DE L'ANALYSE HISTORIQUE

Ivan Rioufol sur la jeune activiste écologiste Greta Thunberg



ON SE SOUVIENT DE L'EMBRIGADEMENT DES JEUNESSES DANS LES RÉGIMES TOTALITAIRES...

... LES JEUNESSES HITLÉRIENNES, LES JEUNESSES MAOÏSTES...

PALME DE LA FULGURANCE

Luc Ferry pour ses propos sur les grévistes de la RATP



MOI ÇA M'ARRIVE DE CONDUIRE DES FORMULE 1, ET J'AI 70 ANS OU PRESQUE...

ÇA RIME À RIEN, QU'ON NE ME DISE PAS QU'À 52 ANS ON NE PEUT PLUS CONDUIRE UN MÉTRO...

PALME DE L'ANTITERRORISME

Pascal Praud sur les barbes dans l'administration française



C'EST PAS LA BARBE DE CHRISTOPHE CASTANER QUI FAIT SENS. CE N'EST PAS LA MIENNE QUI FAIT SENS.

MAIS, EFFECTIVEMENT, QUAND VOUS AVEZ DES INDIVIDUS DANS DES SERVICES DE L'ÉTAT QUI, MANIFESTEMENT, ONT UNE BARBE SIGNIFIANTE...

... BAH ÇA PEUT ALERTE !

MÉDIACRITIQUES

N°34

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

RETRAITES: VIOLENCES MÉDIATIQUES

- | | |
|--|--|
| 03 LES ÉDITORIALISTES
SUR LE PIED DE GUERRE | 21 LA PRESSE EN
(ORDRE DE) MARCHÉ |
| 09 QUATRE JOURS
DE PROPAGANDE | 25 VIOLENCES MÉDIATIQUES
CONTRE LES GRÉVISTES |
| 13 50 NUANCES
DE GALÈRES | 31 EUROPE 1 EN
TENUE DE COMBAT |
| 17 LES CHEMINOTS
SUR LE GRIL | 38 MAIS OÙ SONT PASSÉS
LES MAGAZINES FÉMININS? |
| 19 LES PLANTAGES
EN SÉRIE DE
CHRISTOPHE BARBIER | 41 JOURNALISTE CHERCHE
TÉMOIGNAGE CONTRE
LA GRÈVE |

ET DANS LES RUBRIQUES...

- | | |
|---|---|
| 07 ÉRIC NEUHOFF:
ENTRE-SOI,
MISOGYNIE ET
MÉPRIS DE CLASSE | 37 DUPONT DE LIGONNÈS:
LA « MÉPRISE » |
| | 45 LE PALMARÈS 2019
DES ÉDITOCRATES |